

REVUE DE PRESSE

Le 21 juin 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

III EDUCATION

De la vermine coûteuse pour les écoles

Rongeurs et insectes font exploser les dépenses en service d'extermination dans les écoles de la métropole

ZACHARIE GOUDREAU
LE DEVOIR

Des enseignants déplorent la présence généralisée de souris, de rats et de coquerelles dans plusieurs écoles de Montréal, au moment où les deux plus grands centres de services scolaires de la province ont vu leurs dépenses en services d'extermination gonfler dans les dernières années.

Le temps clément qui a marqué le dernier hiver, les options limitées dans les poisons pouvant être utilisés contre la vermine et la grève des enseignants qui a laissé des classes vides pendant plus d'un mois à partir de la fin novembre sont autant de facteurs qui ont contribué à la multiplication du nombre de rats et de souris dans les écoles de la métropole, de l'avis de trois exterminateurs consultés par *Le Devoir*.

« On n'avait plus rien pour éliminer cette bestiole-là, donc la population a augmenté », lance le président de l'entreprise, Denis Leblanc, selon qui la décision de la Ville de bannir en 2022 l'utilisation de certains pesticides utilisés pour empêcher les rats et les souris d'entrer dans des bâtiments a contribué à la croissance du nombre de ces animaux dans les écoles et

ailleurs dans la métropole. L'administration de Valérie Plante a retiré en février 2023 un poison à rats de la liste des produits bannis d'usage à l'extérieur, mais l'efficacité de celui-ci est limitée, constatent les exterminateurs joints par *Le Devoir*.

« Ça n'aide pas vraiment à réduire la population de rats. Ça va peut-être leur donner un mal de ventre, mais c'est à peu près tout », lance en riant l'exterminateur Raphael Zinno, de l'entreprise Orkin Canada. Or, « une fois qu'elles sont à l'intérieur, qu'elles sont libres, à la chaleur, les souris peuvent s'accoupler », relève M. Leblanc.

Or, « s'il y a des infestations, on se préoccupe toujours des impacts que ça peut avoir sur les élèves », confie en entrevue la présidente du Syndicat de l'enseignement de l'ouest de Montréal, Sophie Milot. En entrevue, elle décrit la « recrudescence » d'excréments et de souris dans des classes qu'elle et ses collègues enseignants de divers établissements du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB) ont constatée dans les dernières années.

Un bond dans les dépenses

Le CSSMB a ainsi investi 494 553 \$ durant l'année scolaire qui s'achève

dans des services d'extermination et de contrôle des parasites. Il s'agit là d'un montant 72 % plus élevé que la somme allouée à cet effet l'année précédente, lorsque le centre de services scolaire avait investi 287 554 \$ dans un contrat d'extermination. En 2019, ce montant s'était élevé à 69 657 \$.

Le plus bas soumissionnaire pour un nouveau contrat en attente de conclusion, Extermination Leblanc, propose maintenant d'assurer pendant 18 mois le contrôle des parasites au sein du deuxième plus grand centre de services scolaires de la province pour la somme de 630 000 \$.

« La forte augmentation du nombre de chantiers (nouvelles écoles, agrandissements et rénovations majeures) au cours des dernières années a un impact direct sur le nombre de lieux où des suivis réguliers doivent être faits » par

un exterminateur, note par courriel le CSSMB. Ce dernier précise d'ailleurs que ses quelque 150 bâtiments « font l'objet d'une visite mensuelle préventive de l'expert en extermination », qui déploie alors des pièges dans des lieux stratégiques et assure « le bouchage des orifices qui pourraient servir de point d'entrée » à la vermine.

Le CSSMB affirme ainsi avoir « fait le choix de miser sur la prévention » des infestations dans ses établissements dans les dernières années, ce qui expliquerait la hausse des sommes qu'elle a investies depuis 2019 à cet égard.

Des souris au quotidien

Le centre de services scolaires de Montréal, le plus grand de la province, a pour sa part vu ses dépenses en services d'extermination de parasites



grimper de 24 % pour la présente année scolaire, par rapport à la moyenne de la somme allouée annuellement à cet effet depuis 2019, a constaté *Le Devoir*. Il a ainsi alloué 84 519 \$ à cette fin pour cette année scolaire, au moment où des enseignants signalent une présence généralisée de vermine dans certains établissements.

« Le matin, j'arrive, j'ouvre le frigo et il y a des coquerelles dans la cuisine qui grouillent de partout », lance une enseignante d'une école primaire du centre de services scolaires de Montréal qui a exigé l'anonymat, n'étant pas autorisée à s'adresser aux médias. Quant aux souris, « elles sont rendues tellement nombreuses qu'elles se nourrissent des plantes » dans son école, poursuit l'enseignante. « Elles sont partout », lance cette source, selon qui cet « enjeu de salubrité » n'est pas assez pris au sérieux par son centre de services scolaire.

Les documents fournis au *Devoir* font état de 830 requêtes d'extermination logées dans des centaines d'établissements du CSSDM entre le 3 juillet 2023 et le 11 juin dernier.

« Ça ne crée pas un bon milieu de travail », déplore la présidente de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal, Catherine Beauvais-St-Pierre, qui craint que ces infestations contribuent à nuire au recrutement et

à la rétention de personnel dans les écoles de la métropole. « Ce n'est pas normal de travailler dans un milieu où l'on retrouve des crottes dans les classes ou des coquerelles dans le salon du personnel », lance-t-elle.

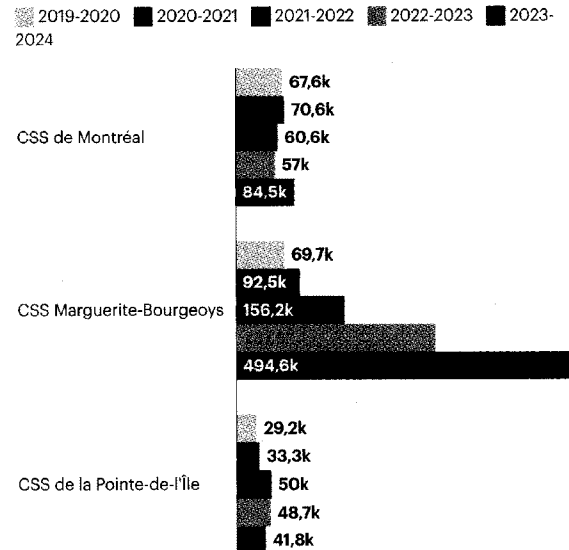
Des écoles désuètes

Les infestations de vermine dans les écoles cachent par ailleurs un problème plus large, soit celui de la désuétude de ces établissements dans lesquels le gouvernement du Québec tarde à investir les sommes requises pour leur mise à niveau, estime M^{me} Milot, dont le syndicat représente les enseignants du CSSMB.

Des documents publiés en marge du dernier budget provincial montrent que 60 % des immeubles de ce centre de services scolaire sont jugés en mauvais ou en très mauvais état. Ce pourcentage grimpe à 76 % au sein du CSSDM, où le déficit de maintien des actifs des infrastructures est chiffré à 1,8 milliard de dollars.

Or, « les écoles qui sont plus vieilles et moins entretenues auront plus de rongeurs » parce que ceux-ci pourront plus facilement y pénétrer, estime l'exterminateur Raphael Zinno. « Ce serait difficile de ne pas faire de liens avec la vétusté de nos bâtiments », opine elle aussi Catherine Beauvais-St-Pierre. « C'est un autre exemple de conséquence de ce problème d'entretien qu'on a eu pendant des années. »

Les dépenses en extermination augmentent dans les écoles de Montréal



Les données fournies concernent les dépenses par année en services de contrôle et d'extermination de parasites dans des écoles.
Graphique : Le Devoir • Source : CSS de Montréal, CSS Marguerite-Bourgeoys et CSS de la Pointe-de-l'Île.

72
%

C'est le taux d'augmentation du montant alloué par le CSSMB aux services d'extermination et de contrôle des parasites, par rapport à l'année scolaire dernière.



ÉDUCATION

Grèves, éclipse solaire, pénurie d'enseignants : l'année scolaire qui s'achève aura été mouvementée. Et elle se termine avec des ratés dans la distribution des épreuves ministérielles de sciences et de mathématiques de 4e secondaire.

DISTRIBUTION DES ÉPREUVES MINISTÉRIELLES DE SCIENCES ET DE MATHÉMATIQUES

CAFOUILLAGE EN 4e SECONDAIRE

QUENTIN DUFRANNE, LA PRESSE

Questions dans le mauvais ordre, examens dans la mauvaise langue : la distribution des épreuves ministérielles de sciences et de mathématiques de 4e secondaire a connu des ratés, cette semaine.

Dans un courriel envoyé lundi, deux jours avant l'épreuve de sciences, le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) a demandé à l'ensemble des centres de services scolaires de vérifier les enveloppes qu'ils ont reçues, mais d'attendre la veille de l'épreuve pour le faire.

« Nous avons été avisés que des cahiers de l'élève en version anglaise pourraient se retrouver dans les boîtes de l'épreuve de science et technologie de la 4e secondaire », peut-on lire dans le courriel obtenu par *La Presse*. « Malheureusement, il est impossible de connaître les organismes touchés. »

« Afin d'éviter la surprise le matin de la passation de cette épreuve, nous vous proposons d'ouvrir les enveloppes exceptionnellement la veille de l'épreuve, c'est-à-dire le 18 juin 2024 à 17 h et de vérifier le contenu des enveloppes », ajoute le Ministère.

En temps normal, les examens ministériels sont envoyés aux différentes écoles dans des enveloppes scellées placées dans un local fermé à clé auquel une seule personne désignée par école peut accéder. L'objectif est ainsi de préserver la confidentialité de l'examen.

Quelques heures après la fin de l'examen de sciences de mercredi, un deuxième courriel du Ministère a été envoyé aux centres de services scolaires, mais cette fois-ci, il est question de l'assemblage des cahiers d'examen.

« Certains cahiers de la section A de l'épreuve de science 055-410 auraient été mal assemblés par notre imprimeur, faisant en sorte que les questions de 6 à 15 n'auraient pas été dans le bon ordre. »

— Extrait d'un courriel consulté par *La Presse*

Dans l'échange, on demande aux établissements scolaires de vérifier les copies des élèves et de rapporter toute anomalie. Il est également demandé aux enseignants de « porter une attention particulière aux réponses des élèves à ces questions » et de signaler si « des réponses étaient manquantes aux dernières questions » des cahiers.

« ÇA FAIT UN AN QU'ON PRÉPARE LES ÉLÈVES »

La Presse a pu s'entretenir avec un enseignant en science chargé de surveiller l'épreuve de science et technologie dans une école secondaire de Lanaudière. Il préfère rester anonyme par crainte de représailles.

Selon lui, il n'y aura pas de reprise de l'examen dans l'éventualité où ce dernier serait annulé. Une réalité qui serait dure à digérer pour cet enseignant, considérant les mois qui ont été nécessaires à la préparation des élèves pour l'examen.

« C'est fâchant parce que nous, ça fait un an qu'on prépare les élèves pour cet examen, dit-il. Ça fait trois semaines, un mois, qu'on fait des révisions et qu'on les entraîne pour cet examen-là. »

« Nous, on a bien fait notre travail, mais quelqu'un au-dessus de nous l'a mal fait et ça va annuler notre année. »

— Un enseignant d'une école secondaire de Lanaudière

Il craint aussi les conséquences qu'un tel cafouillage pourrait avoir sur la motivation des élèves.

« Déjà, nos élèves, en ce moment, sont désintéressés par l'école. Si en plus on leur fait annuler des épreuves, j'ai de la difficulté à croire qu'on peut les garder accrochés à l'école et qu'elle a une importance si en plus on fait des erreurs dans leurs examens », dit-il.

L'enseignant de science souligne également les conditions dans lesquelles les examens ont eu lieu. Le thermostat affichait 28 degrés au moment d'entrer dans la salle d'examen, mercredi.

« Il n'y a pas de ventilateurs [dans les classes], on les force à étudier, ils viennent à l'école en pleine canicule et on va leur dire que leur examen ne va pas être compté, car on a fait des erreurs dans les copies », déplore l'enseignant.

« C'EST TRÈS DÉCEVANT »

Pour la présidente de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES), Kathleen Legault, cette situation démontre un manque d'organisation.

« C'est très décevant que le MEQ ne soit pas plus organisé et qu'on nous avertisse à la dernière minute, mais ce qui dépasse tout, ce sont des directives 24 heures avant [l'épreuve], dit-elle. On s'explique mal qu'on ait demandé à la personne responsable d'attendre la veille [de l'examen] à 17 h, alors que le courriel a été envoyé la veille. »

Kathleen Legault se dit inquiète que des problèmes d'assemblage des cahiers puissent faire « douter de la validité de l'épreuve » et ainsi « pénaliser des élèves ».

DES « IRRÉGULARITÉS MINEURES » CONSTATÉES PAR LE MINISTÈRE

Le MEQ confirme que des « irrégularités mineures » dans l'assemblage des cahiers des élèves ont été constatées pour les épreuves ministérielles de 4^e secondaire de sciences ST et de mathématiques CST.

Parmi les irrégularités, des erreurs d'assemblage touchant l'ordonnement des questions dans l'épreuve de sciences ont été constatées et des erreurs d'assemblage des documents ont aussi été trouvées dans les cahiers de l'épreuve de mathématiques qui avait lieu jeudi.

Le Ministère confirme aussi que certains envois à l'intention des organismes scolaires francophones contenaient des copies d'épreuves en anglais.

Dans l'ensemble, le Ministère assure qu'il n'y a pas eu de violation de la confidentialité lors de l'ouverture des enveloppes scellées et que « selon les informations actuelles, il n'y aurait aucun impact sur les élèves ».

Malgré cela, le MEQ affirme que « l'administration des épreuves ministérielles s'est bien déroulée ».

Des échanges sont en cours avec Revenu Québec, qui était responsable de l'impression et de l'assemblage des épreuves, afin d'identifier les causes de cet incident.

De son côté, le cabinet du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, affirme lui aussi avoir été informé de ces incidents.

« Selon les informations actuelles recueillies par les CSS [centres de services scolaires], le tout ne semble pas avoir eu de conséquences, explique le cabinet du ministre. On va continuer de suivre la situation de près. »



LA FIN D'UNE ANNÉE SCOLAIRE MOUVEMENTÉE

La chaleur qui s'est installée ne trompe personne : c'est bel et bien le temps des vacances estivales qui sonne ces jours-ci pour 1,4 million d'élèves québécois. Retour sur une année scolaire parmi les plus mouvementées des dernières années.

MARIE-EVE MORASSE, LA PRESSE

Une année marquée par les grèves...

Déjà à la rentrée, fin août, on sentait que cette année scolaire ne serait pas de tout repos. Les syndicats d'enseignants le disaient : s'il le fallait, ils feraient la grève pour faire valoir leurs revendications dans les négociations avec le gouvernement. C'est à l'automne que la tension a monté d'un cran : dès le 23 novembre, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a déclenché une grève générale illimitée qui a duré 22 jours, mobilisé près de 66 000 profs et fait manquer un mois d'école à des centaines de milliers d'élèves. La FAE travaille toujours à faire un bilan de cette grève, qu'elle prévoit rendre public à la prochaine rentrée. Le Front commun, qui représentait les enseignants affiliés à la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), mais aussi de nombreux autres travailleurs du réseau de l'éducation, n'aura finalement pas exercé le mandat de grève générale illimitée dont il disposait. Mais avant d'en arriver à une entente avec Québec, huit jours de grève ont été observés.

... et leurs conséquences

À la signature des ententes, les profs obtiennent des augmentations de 17,4 % sur cinq ans, en plus d'augmentations selon leurs échelons salariaux, mais les syndicats restent sur leur faim : ils auraient aimé obtenir davantage de gains sur la composition des classes. « On ne pouvait pas leur donner ce que nous n'avons pas », dira le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville. Après le congé des Fêtes, en janvier, Québec annonce un plan de 300 millions pour venir en aide aux élèves qui ont souffert de la fermeture prolongée des écoles. En plus du tutorat et du report des examens ministériels, ce plan prévoit que les cours d'été seront gratuits pour les élèves de 4e et 5e secondaire ayant échoué dans une matière qui fait l'objet d'une de ces épreuves.

Ciel ! une éclipse !

Fermer des écoles pour cause de tempête de neige ? Le Québec connaît. Mais fermer des écoles pour une histoire de Soleil et de Lune qui se rencontrent ? C'était du jamais vu ! La décision de certains centres de services scolaires de décréter une journée pédagogique pour l'éclipse solaire totale du 8 avril dernier n'a laissé personne indifférent. De nombreux profs ont dénoncé une décision qui privait les élèves d'une occasion d'apprentissage en or, le ministre Drainville a encouragé les écoles à rester ouvertes, mais la décision de fermer a été maintenue, à bien des endroits. Peu importe, l'éclipse a eu lieu...

Des indicateurs qui suscitent l'inquiétude

On n'a pas fini de mesurer les conséquences de la pandémie : récemment, on a appris que le décrochage scolaire, qui était en baisse depuis 20 ans au Québec, est remonté en 2021-2022. De plus, les absences, un facteur prédicteur de décrochage, sont en hausse. En avril, près d'un élève sur dix n'était pas sur les bancs d'école.

Le cellulaire fait jaser

Depuis janvier dernier, une directive de Québec décrète que le téléphone cellulaire en classe ne doit servir qu'à des fins pédagogiques, sinon il doit être rangé. En théorie, donc, pas question pour un élève d'examiner discrètement son fil Snapchat pendant que la prof d'histoire parle de la rébellion des Patriotes. Mais dans les faits, c'est parfois autre chose, ont témoigné des enseignants à *La Presse*. Est-ce que l'interdiction complète du cellulaire dans les écoles sera la prochaine étape ? Le chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon, presse le ministre de l'Éducation d'agir en ce sens, et Bernard Drainville dit être en « réflexion » sur ce sujet.

Une pénurie qui persiste

À deux semaines de la rentrée scolaire 2023, il restait plus de 8500 enseignants à trouver dans les classes de la province. Selon le tableau de bord du ministère de l'Éducation, en date du 15 avril (les dernières données disponibles), il manquait toujours 800 enseignants, soit

moins de 1 % de l'ensemble des profs du Québec. Les nouvelles conventions collectives viendront-elles changer le portrait, en août prochain ? Le processus d'affectation des profs sera devancé, ce qui permettra, selon le ministre de l'Éducation, de mieux planifier la rentrée et de réduire le nombre de classes sans enseignant. C'est dans deux mois qu'on le saura.



CHRONIQUES

Raconter l'histoire

RAFAËLE GERMAIN

Collaboration spéciale

Avant toute chose, je dirai ceci : je sais que les profs sont fatigués. Je sais que les élèves ont de la misère, que les écoles manquent d'argent, de ressources et de personnel. Je sais que le système paie aujourd'hui le prix de nombreuses réformes de l'éducation, qui, même si elles ont été faites avec les meilleures intentions, ont parfois été mal avisées.

Je sais aussi que les gens qui concoctent les programmes le font avec toute la bonne foi du monde, et que ça doit être un travail extrêmement complexe. Et je sais, finalement, que quand le bateau fuit de partout, une remise en question de l'enseignement de l'histoire au primaire ne doit pas être tout en haut de la liste des priorités.

Comme on n'est jamais trop prudente, j'ajouterai qu'il est évidemment essentiel que les élèves scolarisés au Québec apprennent l'histoire de la province, en commençant par celles des Premières Nations qui occupent enfin dans le corpus la place qui leur revient. Mais ne pourrait-on pas, peut-être, jeter un regard au-delà de nos frontières ?

Ma fille termine son primaire cette semaine et nous aurons révisé deux ou trois fois plutôt qu'une, au cours des dernières années, le mode de vie et les structures sociales de la Nouvelle-France, les réalités culturelles, économiques et démographiques de la province à travers le temps, le système parlementaire local, quelques moments clefs dont la révolte des Patriotes, les Jeux olympiques et Expo 67.

Lorsque je me suis exclamée, il y a quelques mois : « Vous apprenez *encore* quels étaient les loisirs des Québécois en 1905 ? », un des grands enfants a dit : « Oui ! Et elle va les apprendre encore au secondaire ! » La seule incursion à l'extérieur du territoire les a menés... à Cuba. Rendue là, j'étais franchement ahurie, mais j'ai fini par comprendre qu'on voulait présenter aux élèves une société non démocratique, sorte de manière d'enseigner les rouages de la démocratie *in absentia*. Je suppose que, dans le vaste portfolio de régimes autoritaires, Cuba a été choisi parce qu'on s'est dit que beaucoup de petits Québécois y avaient peut-être mis les

pieds et auraient donc l'impression d'être en territoire connu ? C'est possible. N'empêche, six ans d'études, six ans passés le nez fourré dans nos histoires, avec une petite semaine à Cayo Coco.

Encore une fois, je ne remets pas en question la validité de ces enseignements, ils sont tous importants et pertinents (la manière de les transmettre constitue un autre sujet, tout aussi intéressant. Ici aussi, je note la bonne foi, le sérieux et les efforts des rédacteurs de manuels scolaires, mais mon Dieu qu'on a l'Histoire modeste. Personne pour dire aux enfants : « Écoutez bien l'histoire de Radisson, vous n'en reviendrez pas. » Je ne suis pas pédagogue, mais peut-être que si l'Histoire leur était contée, ils auraient moins l'impression d'être obligés de l'apprendre).

Cela dit, considérant la composition des classes d'aujourd'hui, ne pourrait-on pas risquer d'autres petites sorties vers l'extérieur ? Un petit saut dans l'histoire d'Haïti, ça ne leur tentait pas ? Ou un léger détour par le Maghreb ? Ou, si on veut y aller à fond dans l'inclusion, un bond audacieux vers la préhistoire ? Faites le test : apprenez à n'importe quel enfant que tous les humains viennent d'Afrique – je vous garantis une mini-déferlante de superbes questions, à la fois naïves et hyper pertinentes. « Comment ça on se ressemble pas tous, d'abord ? » « D'abord, pourquoi les gens sont racistes ? » « Comment ça, y'a des guerres ? ».

Et je demande : à quoi sert l'enseignement de l'histoire si ce n'est pas à susciter ces questions et les leçons qui en découlent ?

Mais encore faut-il qu'ils aient envie d'en poser, des questions. En cinquième année, ma fille a eu quelques cours sur l'histoire de France. Je me permets ici une autre précision prudente : je ne voudrais pas avoir l'air de

dénigrer l'histoire du Québec, on a besoin de toute la fierté disponible. Mais. Mais ma fille débordait de questions. Jeanne d'Arc ? Une fille de 15 ans qui entendait des voix, qui a mené une armée et fini sur le bûcher ? Louis XIV, cet hallucinant mégalomane ? La Révolution française, la prise de la Bastille, les souverains qui se sont fait couper la tête ? Bien sûr que les enfants capotaient.

Imaginez si on leur racontait les pharaons, la Grèce antique, Gengis Khan, les Incas et les Mayas, la grande

peste dévalant sur l'Europe, que sais-je encore ? Si on leur parlait de chevauchées et d'invasions, de combats épiques et de rois maudits, de soulèvements et de résistance ? Les enfants ont une soif infinie d'histoires, et ce ne sont pas les sujets accrocheurs qui manquent pour leur donner la piquûre de la grande. Et du coup, l'envie de comprendre ce qui a motivé et qui motive encore l'aventure humaine, celle d'ailleurs qui les a menés ici, chez eux.

La violence à l'école continue

La prise de conscience semble bien réelle dans le milieu, mais ça risque de prendre du temps à régler

Les incidents violents survenus dans les écoles du grand Montréal ne semblent pas s'être essouffés cette année, même si l'on semble assister à une « réelle prise de conscience sociale ».

FRÉDÉRIQUE GIGUÈRE
Le Journal de Montréal

« On sent que les gens, autant le politique que les directions sont plus sensibilisés au problème de la violence dans les écoles, lance Éric Gingras, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). C'est vraiment l'année de la prise de conscience. »

Selon les syndicats sondés, qui n'ont toutefois pas encore de chiffres entre les mains, il ne semble pas y avoir eu de diminution des événements violents depuis septembre. Au contraire, une hausse est plutôt anticipée.

Seulement en recensant les événements qui ont fait l'objet d'une couverture médiatique, on dénombre au moins une quinzaine d'incidents violents survenus depuis le début de l'année scolaire aux abords d'écoles du grand Montréal.

Le plus récent remonte à lundi, alors qu'un ado de 12 ans en a poignardé un autre de 17 ans pour une banale chicane de vélo aux abords de l'école Calixa-Lavallée, dans Montréal-Nord.

« ON NE GAGNERA PAS DE PRIX AVEC ÇA »

Le porte-parole de la centrale syndicale salue certaines initiatives récentes prises par le gouvernement, comme l'instauration de la Journée nationale pour contrer la violence scolaire.

« Mais on ne gagnera pas de prix avec ça, dit le président de la CSQ. Il faut maintenant

embrayer et prendre des actions concrètes, comme rendre obligatoire le respect du code de vie de l'école. Toutes les écoles en ont un, mais personne ne l'applique. »

Initialement prévues pour la rentrée 2024, les formations pour les élèves sur la violence à l'école ne seront offertes que l'année prochaine. En mai, le ministre Bernard Drainville a indiqué qu'elles dureraient 7 h pour le primaire et 9 h pour le secondaire.

« La violence est un phénomène complexe avec des causes multiples. Si le ministre espère régler le problème avec une poignée de formations offertes aux élèves, on n'est pas sorti du bois », croit toutefois Sylvie Zielonka, présidente du Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île (SEPI).

RÉALITÉ MONTRÉLAISE

Pour l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal, il faudra plus d'efforts, en particulier dans la métropole. La pénurie de personnel, notamment chez les enseignants, mais aussi le personnel professionnel comme les psychologues, est un enjeu primordial, croit-elle.

« On doit composer avec des élèves qui arrivent avec toutes sortes de bagages, dit la présidente Catherine Beauvais-St-Pierre. On a des réfugiés, des gens qui habitent dans des milieux défavorisés et plusieurs enfants qui entrent à l'école sans être passés par une garderie ou un CPE, et ça, ça paraît énormément. »

« C'est difficile pour un francophone éduqué d'avoir accès à des services, comme un psychologue, alors imaginez un parent qui a une barrière de langue ou qui arrive d'un pays en guerre », ajoute-t-elle.



5 DES CAS GRAVES DEPUIS SEPTEMBRE

14 SEPTEMBRE, REPENTIGNY

Un adolescent de 16 ans a été arrêté pour avoir poignardé deux élèves de l'École secondaire Félix-Leclerc à la fin des classes.

6 OCTOBRE, BROSSARD

Une bagarre générale impliquant 200 élèves a eu lieu devant l'école **Antoine-Brossard**. Au moins cinq jeunes auraient été incommodés par une substance de nature indéterminée.



23 OCTOBRE, LAVAL

Un adolescent de 15 ans a été poignardé aux abords de l'école **Curé-Antoine-Labelle** pendant un rassemblement à la fin des classes.

28 FÉVRIER, SAINT-JEAN- SUR-RICHELIEU

Un élève de 13 ans a subi de graves blessures après avoir été agressé à la polyvalente **Marcel-Landry** à la fin des classes.

31 MAI, SAINT-JÉRÔME

Un adolescent de 15 ans pourrait perdre l'usage de ses jambes après avoir été sauvagement agressé à coups de marteau à la **polyvalente Saint-Jérôme**.



CAPTURES D'ÉCRAN D'ARCHIVES

Recrudescence de la coqueluche au Québec

AGENCE QMI | Les cas de coqueluche au Québec connaissent une hausse marquée ces dernières semaines, inquiétant ainsi le milieu de la santé qui met en garde la population surtout sur le risque pour les bébés.

C'est une maladie très contagieuse qui circule dans les écoles de la province. Ses symptômes sont de la fièvre, de la toux, un écoulement nasal et de la rougeur aux yeux. Au Québec, ce sont 2465 cas qui ont été déclarés à la Santé publique depuis le début de l'année. Seulement 105 infections ont été enregistrées en 2023.

Si tout le monde peut être touché, une vigilance particulière doit être consacrée aux bébés.

«C'est vraiment le risque pour les petits bébés de moins d'un an qui peuvent avoir une maladie tellement sévère qu'ils peuvent même en décéder», a souligné la D^{re} Marie-Ève Beauregard, médecin spécialiste en santé publique au CISSS de la Capitale-Nationale.

Une femme arrêtée pour avoir tenté d'enlever un enfant

Faites confiance à des professionnels, faites signer vos objets

ANTIQUEAIRE DE MONTRÉAL

438 995-9335

lettre ouverte

DIFFÉRENCE

TECFÉE révisé : faire tourner la roue de la médiocrité

Dans son article du 19 juin 2024, Daphnée Dion-Viens nous informe que le taux de réussite du TECFÉE, le Test de certification en français écrit pour l'enseignement que doivent réussir tous les futurs enseignants, est à la baisse, alors même qu'une version révisée sera mise à l'essai cet automne.

Selon plusieurs commentateurs, cette baisse n'est pas étrangère à la pandémie. Or, d'autres chercheurs observent que les résultats scolaires de la génération Z étaient déjà à la baisse bien avant, depuis les années 2010, soit depuis l'arrivée des réseaux sociaux, dont on commence à peine à mesurer les impacts sur le développement cognitif et psychologique des jeunes.

Dans tous les cas, l'enjeu de la maîtrise de la langue chez nos futurs enseignants n'est pas une nouveauté. Il y a plus de 10 ans, un professeur de l'UQAR faisait une sortie médiatique pour décrire les graves lacunes qu'il observait chez ses étudiants depuis plusieurs années.

D'AUTRES CAUSES À CONSIDÉRER...

D'abord, il faut reconnaître que nos facultés d'éducation ne sont pas très sélectives. Nos programmes en enseignement ne sont pas contingentés. On promet d'ailleurs d'élargir le bassin dans lequel on ira puiser nos étudiants dans les prochaines années, afin de répondre à la pénurie.

Ensuite, la conception que nous avons du travail enseignant a aussi beaucoup changé. L'enseignant n'est plus conçu comme un maître : il est un accompagnateur. Notre rejet du mot « maître » n'est pas anodin, puisque ce dernier renvoie précisément à l'idée d'excellence, de maîtrise, ces vilains mots qui

ne sont pas assez « inclusifs ».

D'ailleurs, l'école est désormais conçue comme une extension de la vie quotidienne. L'enseignant n'a plus à adopter un niveau de langue soutenu, à servir de haute référence pour les élèves. Puisque l'école est le reflet de la vie quotidienne, l'enseignant peut s'y exprimer en langue courante.

On propose donc de réviser le TECFÉE dans cet esprit. C'est bien ce qu'il faut comprendre de la langue de bois académique qui affirme qu'on rendra le test « plus pertinent et adapté à la réalité des enseignants », tout en augmentant les exigences. Dans les faits, on propose que le test se rapproche davantage des tâches effectuées par les enseignants dans la « vraie vie » : écrire un courriel à des parents ou à la direction, corriger la langue dans les travaux d'élèves. On recommande même qu'ils soient autorisés à utiliser Antidote pour la portion rédaction du test, puisque cet outil leur est accessible dans la « vraie vie ». L'ancien test mobiliserait un vocabulaire « qui date du vingtième siècle » qui n'est plus d'actualité, comme le qualifiait une étudiante dans le journal étudiant de l'UQTR, le 13 octobre 2020.

LA LANGUE AU CŒUR DE L'APPRENTISSAGE

Or, il faudrait se rappeler une chose : la langue est au cœur de l'activité enseignante, et elle est une condition essentielle à l'apprentissage. C'est connu, l'exposition précoce à un niveau de langue soutenu - j'entends ici un vocabulaire riche, varié, qui n'est pas celui de la vie de tous les jours, et la formulation de phrases complexes, bien construites syntaxiquement - est un avantage inestimable pour l'ensemble des apprentissages qui suivront. À ce titre, les enseignants ont un immense rôle à jouer. Ils doivent être des modèles linguistiques, afin d'offrir ce cadeau qu'est la langue aux jeunes générations.

Antidote ne sera d'ailleurs d'aucune utilité aux futurs enseignants pour la majorité des interactions qu'ils auront avec leurs élèves, puisque celles-ci seront spontanées. Pour le reste, encore faut-il qu'ils utilisent les outils dont ils disposent, ce qu'ils ne font pas systématiquement dans leurs travaux.

À la session d'hiver 2024, c'est plus de 20 % de mes étudiants en quatrième année de bac qui ont perdu entre 15 % et 20 % de la note finale de leur travail de session pour des erreurs de langue.

À 0,5 point par faute, en tolérant deux fautes par page, cela signifie plus d'une cinquantaine de fautes pour un travail de 10 à 15 pages.

Le travail était pourtant rédigé sur traitement de texte, à la maison, avec un accès à tous les outils de correction.

Quoi qu'on en dise, la maîtrise de la langue ne semble pas être une priorité dans la formation initiale. Le nombre de passages du TECFÉE est d'ailleurs illimité. Certains étudiants doivent le reprendre plus de cinq fois avant de le réussir.

Si l'on admet du bout des lèvres que le faible taux de réussite des étudiants au test est « inquiétant », les solutions proposées, comme toujours, se présentent comme des tours de magie !

Baisser les exigences pour donner l'illusion d'un plus haut taux de réussite.

Et que la roue de la médiocrité continue de tourner...

Pascale Bourgeois,
Chargée de cours



Politique

Le fédéral souhaite lancer son programme d'alimentation scolaire l'année prochaine

Par La Presse Canadienne

La ministre de la Famille du Canada, Jenna Sudds, a déclaré jeudi que le gouvernement espère que le Programme national d'alimentation scolaire sera lancé avant la fin de la prochaine année scolaire. Toutefois, il faudra du temps aux organisations pour intensifier leurs activités.

Les libéraux ont réservé 1 milliard \$ sur cinq ans pour ce programme, qui servira à nourrir les enfants partout au pays, comme ils l'avaient promis lors de la campagne électorale de 2021.

Mme Sudds a affirmé en entrevue jeudi que les ententes avec les provinces et les territoires seront similaires aux accords sur les garderies qu'ils ont signés pour réduire le coût des garderies.

«Nous négocierons ces accords, en y incorporant notre vision et nos principes, et il appartiendra ensuite aux provinces d'aller de l'avant», a-t-elle déclaré.

Le programme alimentaire scolaire s'appuiera en grande partie sur les organisations existantes qui nourrissent déjà les enfants et devrait fournir de la nourriture à 400 000 enfants supplémentaires.

Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a annoncé jeudi la nouvelle politique qui guidera ces négociations lors d'une conférence de presse en Nouvelle-Écosse.

«L'un des aspects les plus importants des programmes alimentaires scolaires est qu'ils sont universels, que personne n'a à justifier le quartier dans lequel ils vivent ou le salaire de leurs parents pour pouvoir accéder à un peu d'aide supplémentaire», a dit M. Trudeau.

Mme Sudds dit que des programmes de déjeuner, de petit-déjeuner ou de collation devraient être accessibles à tous les enfants d'une école.

«C'est un principe fondamental pour de nombreuses raisons», a-t-elle affirmé.

Les négociations auront lieu à un moment où tous les partis politiques reconnaissent que le coût de l'épicerie est devenu intenable pour certaines familles, même s'il n'y a pas de consensus sur la manière de remédier à la situation.

L'objectif est de voir le nombre de repas fournis dans les écoles augmenter avant les vacances d'été 2025. Mme Sudds a cependant reconnu que cela prendra du temps, même une fois les négociations terminées.

«Le financement est un facteur, les accords en sont un autre, mais ce qui se passe réellement sur le terrain est un autre effort monumental», a-t-elle expliqué.

«Nous avons actuellement tellement d'organisations incroyables à travers ce pays qui font ce travail. Elles ont également besoin de soutien et de temps pour pouvoir étendre [leurs efforts] afin de fournir encore plus de nourriture et [à] encore plus d'écoles.»

Comme pour les ententes sur les garderies, Mme Sudds s'attend à ce que les négociations et les accords finaux se déroulent très différemment d'une province à l'autre et soient adaptés pour mieux répondre aux besoins de communautés particulières.

Les détails de ce que le gouvernement fédéral souhaite voir dans chaque accord sont toujours à l'étude et sont sujets à des négociations, a-t-elle ajouté.

La Procure, un magasin pour revaloriser le matériel scolaire à Sherbrooke

Charlotte Dubois

Katy Larouche

Le nouveau magasin La Procure a été inauguré à l'École secondaire du Triolet de Sherbrooke. L'objectif est de permettre de revaloriser les effets scolaires usagés qui pourraient à nouveau servir aux élèves de l'établissement.

Le magasin a son propre local. On y vend des crayons pour quelques sous, des cahiers et tout le matériel nécessaire pour le cheminement scolaire d'un élève. Des produits menstruels y sont aussi offerts gratuitement.

L'idée de créer une telle boutique a germé dans la tête de l'enseignante d'univers social, Viviane Arpin. Depuis des années, elle amasse le matériel non utilisé de ses élèves et cette année elle a décidé de lancer le projet.

Je voyais souvent du gaspillage à la fin de l'année et je voyais aussi les besoins de nos élèves.

Une citation de Viviane Arpin, enseignante et instigatrice du projet

Le projet a démarré graduellement à partir d'août dernier. Viviane Arpin affirme avoir reçu l'aide de nombreux collègues, d'élèves et de partenaires dans la réalisation de ce projet.

La réponse est vraiment positive autant de la part des élèves que des membres du personnel. Tout le monde a tout de suite embarqué dans le projet, dit-elle.

La boutique qui est ouverte le midi est tenue entre autres par des élèves. En plus de sa vocation principale, elle devient aussi un lieu d'échange et d'apprentissage pour les adolescents qui la fréquentent.

Une alternative pour la rentrée

Viviane Arpin espère que la boutique deviendra une réelle alternative pour la prochaine rentrée scolaire.

Elle s'attend à récolter près de 2000 \$ à l'automne, soit deux fois plus que lors de l'ouverture l'an dernier. Les gens vont réaliser qu'on est moins cher que les grandes chaînes et qu'on a tout au même endroit, anticipe-t-elle.

Pour moins de 30 \$, j'équipe un jeune de A à Z.

Une citation de Viviane Arpin, enseignante et instigatrice du projet

Elle affirme qu'en plus d'être abordable, ce nouveau service pourrait simplifier la tâche des familles à la rentrée. Mon parent qui arrive, secondaire un à cinq, il a sa liste de matériel, je suis capable de tout lui fournir ça dans une boîte en même temps qu'il fait sa rentrée administrative, souligne-t-elle.

Viviane Arpin a aussi fait profiter des surplus de la boutique à des enfants plus vulnérables. J'ai préparé des boîtes pour des jeunes de la DPJ, en famille d'accueil, pour des nouveaux arrivants également qui n'ont rien eu à déboursier et j'ai aussi aidé des écoles primaires, précise-t-elle.

Elle espère que le projet lancé à l'École du Triolet saura perdurer et qu'elle pourra le léguer à un autre membre du personnel lorsque viendra le moment de sa retraite dans plusieurs années.

De nouveaux cours d'histoire pour et par les Atikamekw

Charles-Antoine Boulanger

Finis le temps où les jeunes de Wemotaci, Opitciwan et Manawan devaient apprendre une histoire qui n'est pas la leur. Des cours d'histoire préparés pour et par des Atikamekw sont graduellement déployés dans les écoles secondaires des trois communautés.

Rosalie Niquay nous ouvre la porte de sa salle de classe, la plus grande de l'école secondaire Nikanik de Wemotaci. La classe est vide, il n'y a pas d'élèves, mais l'enseignante d'histoire est rayonnante.

Elle sort de sa bibliothèque le classeur distribué aux élèves pour leur cours d'histoire. Quand j'y pense, je suis fière de savoir que je suis comme la première d'histoire atikamekw.

Du nouveau contenu

Le document qu'elle nous présente n'a pas été édité à Montréal ou à Québec comme la plupart de ceux qu'on retrouve dans les écoles du Québec. Le cartable a été préparé avec soin, par toute une équipe d'experts dans le domaine de l'histoire, de la langue atikamekw, de l'enseignement et de la pédagogie.

Rosalie a grandement contribué à sa rédaction. Le défi était grand. Un tel document n'existait pas. Le savoir autochtone se transmet depuis des siècles par voie orale.

Le contenu du cours laisse une très grande place aux savoirs ancestraux atikamekw. Les adolescents apprennent par exemple le nom des 16 sortes d'arbres présentes sur le territoire dans leur langue maternelle tout comme l'histoire des grands personnages qui ont marqué la nation. On traite aussi d'autres communautés autochtones dans le monde.

Augmentation de la motivation

L'intérêt des jeunes est indéniable. Rapidement, tous concluent au succès. Je vois la fierté de tout ce qu'ils apprennent dans mon cours. J'ai même eu des parents qui m'en ont parlé [...]. Les parents me disaient qu'ils apprennent de leurs enfants.

Il y a des bonnes notes, c'est parce que je vois qu'il y a de l'intérêt, beaucoup d'intérêt.

Une citation de Rosalie Niquay, enseignante d'histoire à l'école secondaire Nikanik de Wemotaci

Les élèves ont particulièrement apprécié le projet d'arbre généalogique de l'enseignante. L'idée c'était que les jeunes retracent leurs ancêtres pour mieux savoir d'où ils viennent. Il y en a qui [m'arrêtent] dans les corridors. "J'ai trouvé un tel!" Ça les stimule!

Qu'on enseigne notre propre histoire à nos jeunes, j'avais toujours eu cette idée-là, raconte Christian Cocoo, un homme de Wemotaci qui a lui aussi contribué à l'élaboration du programme.

Il reconnaît que l'histoire des autochtones est abordée dans les cours d'histoire au Québec. Toutefois, la place qu'on lui réserve n'a pas toujours été très importante. C'est sûr qu'on a comme amélioré le programme, mais à l'époque de ce que je me rappelle au niveau de l'histoire autochtone c'était juste une page ou deux.

Des connaissances à préserver

Le grand chef du Conseil de la nation Atikamekw, Constant Awashish, a étudié en ville, à La Tuque. Il aurait bien aimé pouvoir bénéficier de tels enseignements.

Je pense que les choses changent, les choses évoluent. Les gouvernements sont plus ouverts à entendre l'histoire des autochtones. Je pense que ce programme-là, c'est un peu le reflet de cette ouverture-là qui s'installe tranquillement et qui prend de plus en plus de place, explique-t-il.

Les choses ont changé au fil des siècles, conséquence de la colonisation. Les Atikamekw, peuple nomades, ont été forcés de se sédentariser.

On fréquente moins la forêt. Les jeunes ont moins la chance de pratiquer leurs activités. Je pense qu'avec un programme d'histoire comme ça, ça va permettre à ces jeunes de ne pas perdre des éléments, ajoute Constant Awashish.

Les cours sont une bien mince consolation, un baume pour les aînés, un legs pour les générations futures. Ils permettent de préserver ce qui n'a pas été encore oublié.

Accueil | Société | Éducation

La nouvelle école anglophone de New Carlisle prévue pour 2026



Voici à quoi devrait ressembler la future école de New Carlisle. L'architecture du bâtiment va intégrer le bois et l'aluminium et sera éclairée principalement par la lumière extérieure.

PHOTO : GRACIEUSETÉ : COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES



Isabelle Larose

Publié hier à 5 h 00 HAE

Avec près de deux ans de retard, l'appel d'offres pour la construction du nouvel établissement scolaire a été lancé le 13 mai et les soumissions seront ouvertes le 26 juin.

L'important chantier devrait être lancé au mois d'août, sur la rue Dover, pour s'achever en novembre 2025, selon les exigences de l'appel d'offres.

L'objectif est d'accueillir les quelque 150 enfants, de niveau préscolaire, primaire et secondaire, qui fréquenteront cette nouvelle école en janvier 2026.

En 2021, Québec avait annoncé une aide financière de 32 millions de dollars pour construire l'école. Lors de cette annonce, il était prévu que les travaux débutent à l'automne 2022. Ce délai n'a finalement pas été respecté.

« Le processus de construction d'une nouvelle école implique de nombreuses considérations et étapes », souligne la directrice de la Commission scolaire Eastern Shores, Denise Simoneau.

« On était encore en pandémie, on a eu aussi la grève des ingénieurs à l'échelle provinciale », explique-t-elle. « Il y a eu aussi un changement de conception en raison des coûts élevés de construction, donc des nouvelles exigences du ministère. »





La directrice de la Commission scolaire Eastern Shores, Denise Simoneau, explique que la construction d'une nouvelle école passe par de nombreuses étapes. (Photo d'archives)

PHOTO : GRACIEUSETÉ DE DENISE SIMONEAU

La directrice souligne également qu'il est très rare qu'une seule et même école accueille des enfants de 4 à 17 ans.

« On a dû étudier les plans et apporter des modifications, vraiment plusieurs modifications, parce qu'on parle d'une école prématernelle, primaire et secondaire. C'est vraiment une construction hybride. »

— Denise Simoneau, directrice de la Commission scolaire Eastern Shores

Un environnement scolaire « exceptionnel »

La directrice générale de la Commission scolaire Eastern Shores est ravie des plans de la future école.

Denise Simoneau estime que l'établissement scolaire sera un environnement chaleureux et propice à l'apprentissage. « C'est un espace de vie, vraiment », affirme-t-elle. « C'est vraiment très fenestré. On a une classe extérieure pour les jeunes, un gymnase qui va pouvoir accueillir des jeux et des sports qu'il nous était impossible de faire dans le gymnase actuel. »

« Il y a beaucoup de bois à l'intérieur aussi, c'est naturel, éclairé. C'est un espace qui incite à l'apprentissage. C'est pensé pour les jeunes d'aujourd'hui, c'est vraiment exceptionnel. »

— Denise Simoneau, directrice de la Commission scolaire Eastern Shores

Mme Simoneau précise que des espaces de lecture et de repos ont aussi été prévus dans la bibliothèque et dans les classes.

« J'étais tellement impressionnée de voir que chaque détail est étudié par les ingénieurs et les architectes du ministère pour assurer la réussite et le bien-être des élèves », souligne Mme Simoneau.

L'école anglophone actuelle de New Carlisle a été construite en 1914.

Sa ventilation est déficiente ainsi que la présence de moisissures et d'amiante ont forcé le déménagement temporaire d'une partie des élèves durant plusieurs semaines lors de l'hiver 2020-2021.

À lire aussi:

Une nouvelle école primaire et secondaire pour les anglophones de New Carlisle

Isabelle Larose

THANK YOU TO THE TEACHERS

They perceive our children in ways we never will, *Hayley Juhl* writes.

We enter into partnerships with strangers when our babies are four or five years old. Elementary-school teachers will witness a hundred little joys and heartbreaks we may never even hear about. They will perceive our children in ways we never will.

It begins with the simplest lessons our kids will carry through the rest of their school career: sharing is caring; how to sit criss-cross-applesauce; you get what you get and you don't get upset; use your listening ears and inside voice.

Children explode physically and mentally between pre-K and Grade 6, from knee-high to a grasshopper to "oh my gosh, don't you have deodorant at home?"

Through all those years,

teachers administer Band-Aids and inspiration — sometimes on the same day. They are stripped of their own identities to become Miss or Sir, and at least once a week a child will slip up and call them Mom or Dad, the highest honour.

Teachers show them how the alphabet can be transformed into words and then stories. They show them how big the world is and how they fit into it, and how science lives all around us. As the end of Grade 6 looms, they manage the anxieties and practicalities of taking the giant step into high school.

To the elementary-school teachers who called and emailed in the evenings and during your days off, I see you.

To the teachers who accidentally cursed during class, thank you for revealing to my child that you're human — just like Mom.

To the teachers who believed us, and who believed her, thank you for demonstrating to my child that there are adults she can trust, who will listen, who will hear her.

To the teachers I did not agree with, and who did not agree with me, thank you for teaching my child that people can think different things and still be respectful.

To the teachers who saw a child's spark and fanned it into flame, who nurtured talents and passions, who laughed at the worst jokes and kept a straight face when the jokes were unintentional, thank you.

You did it while managing several individualized education plans in one classroom, while fighting for decent

wages and navigating your own lives.

You did it with bulging curriculums in bulging classrooms.

I won't name the dozens of teachers, special educators, library technicians, substitute and resource teachers, custodians and lunchtime supervisors who directly touched my family. There are too many, and besides, they stand for all teachers who touch all families, past and future. But I will call out Ms. Joanne and Ms. Laurie, administrative assistants who know the name of every kid in their school, can call a caregiver with lightning speed, can answer any question, and (almost) never fail to smile.

Hayley Juhl is a Gazette editor and coordinator of the parenting and advice newsletter. Sign up at montrealgazette.com/newsletters/hjuhl@postmedia.com



Estrie et régions

Travaux majeurs à l'école de l'Arc-en-ciel, les élèves relocalisés pour la prochaine année

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Les élèves et le personnel de l'école primaire de l'Arc-en-ciel, située à Saint-François-Xavier-de-Brompton, seront relocalisés pour la prochaine année scolaire à l'école secondaire du Tournesol et dans les locaux de l'ancienne école la Source de Windsor. Pendant ce temps, l'Arc-en-ciel subira une cure de rajeunissement.

Les élèves du premier cycle, soit le préscolaire, la première année ainsi que la deuxième année, seront relocalisés à l'école la Source. Les élèves de troisième année, qui seront dans la classe multi-niveaux de 2e et 3e années, seront aussi à la Source. Les élèves du deuxième et troisième cycle seront au Tournesol, dans l'aile qui se trouve à proximité du secrétariat.

Les travaux à l'Arc-en-ciel comprennent notamment la construction d'un gymnase double qui reliera les deux pavillons de l'établissement. Selon un document envoyé aux parents dont *La Tribune* a obtenu copie, les travaux comprendront aussi la démolition partielle du secteur à proximité du secrétariat et des bureaux de la direction. Les systèmes de chauffage, de climatisation et de ventilation seront aussi modernisés. Les planchers, le plafond et les intercoms seront changés. Les fenêtres du pavillon 1 seront remplacées et les fondations du pavillon 2 seront quant à elles imperméabilisées.

Le stationnement et le débarcadère des autobus seront complètement refaits et une classe extérieure verra le jour.

«On a fait le bilan de santé des pavillons existants et on est venu à la conclusion qu'il y avait une injection importante à réaliser pour le maintien de nos actifs immobiliers. On a voulu faire une pierre deux coups», explique le directeur des ressources matérielles au Centre de services scolaire des Sommets (CSSDS), Maxime Ferland.

Le projet s'élève à environ 14 millions de dollars, indique le CSSDS. Les travaux commenceront à la fin des classes.

Relocalisation nécessaire

Des travaux de cette envergure auraient été difficiles à réaliser sans la relocalisation des élèves, explique M. Ferland. «Ce sont des interventions qui visent à peu près tous les secteurs de l'enveloppe du bâtiment. Donc, c'est difficile de faire un projet de cette ampleur-là en présence des élèves.»

La relocalisation des élèves permettra d'optimiser les travaux selon le directeur des ressources matérielles.

Tous les élèves auront accès au transport scolaire lors de la prochaine année, mentionne M. Ferland. Un service de garde sera mis en place à l'école la Source. «Les élèves qui fréquenteront le [service de garde] le matin seront transportés au Tournesol pour les cours et pourront soit revenir au [service de garde] en fin de journée ou prendre l'autobus pour rentrer directement à la maison», peut-on lire dans une communication envoyée aux parents dont *La Tribune* a obtenu copie.

Le CSSDS envisage que les enfants pourront réintégrer l'Arc-en-ciel lors de la rentrée scolaire 2025-2026. «L'ensemble des travaux ne seront pas complétés au moment de réintégrer le bâtiment», souligne M. Ferland.

Les travaux devraient être entièrement terminés en décembre 2025.

Travaux à La Source

Afin d'accueillir des élèves dans les locaux de l'ancien pavillon La Source à Windsor, le CSSDS a dû effectuer des travaux pour mettre aux normes le bâtiment qui n'était plus utilisé à des fins scolaires. Depuis les deux dernières années, des sommes ont été injectées pour le remettre en état, note M. Ferland.

«On a refait l'ensemble des salles de bain, le revêtement de plancher, la toiture. Beaucoup de rénovations ont été faites.»

Comme le CSSDS prévoit que les besoins seront grandissants en termes d'espace dans la régions de Windsor, les travaux réalisés à La Source ne sont pas perdus, assure M. Ferland.

«Est-ce que Windsor, Saint-François-Xavier, ne sont pas un deuxième, troisième giron de Sherbrooke qui s'étale un peu? On prétend qu'en effectif élève, on ne s'en va pas en diminuant. Ce n'est pas un plan officiel, mais c'est juste de se projeter dans le temps. [...] C'est certain que le pavillon La Source va être mis à contribution dans votre parc puis il ne sera plus un pavillon excédentaire», résume-t-il.

Sherbrooke

Le CSSRS reporte l'adoption de son budget 2024-2025

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) a repoussé l'adoption de son budget pour l'année 2024-2025 au mois d'août.

L'adoption du prochain budget était initialement prévue lors de la séance du conseil d'administration du 25 juin. Elle le sera finalement le 27 août soit à la première séance du conseil d'administration de la prochaine année scolaire.

La décision de reporter l'adoption du budget en août a été prise par plusieurs centres de services scolaires au Québec l'an dernier, explique le secrétaire général et directeur du Service des communications au CSSRS, Donald Landry. Il s'attend à ce que ce soit la même chose cette année puisque les délais sont serrés en fin d'année scolaire entre l'obtention des informations en provenance du ministère de l'Éducation et la fin du mois de juin.

«Probablement que cette année, on serait une cinquantaine ou une soixantaine de centres de services qui vont faire l'exercice [budgétaire] au mois d'août parce que le ministère de l'Éducation nous fournit l'information très détaillée et l'accès aux outils informatiques à partir du 15 juin», souligne M. Landry.

Complication

L'évolution du financement scolaire dans les dernières années est un élément qui complique l'adoption du budget en juin. Le financement octroyé par le ministère de l'Éducation est de plus en plus par le biais de mesures, explique-t-il. «On s'éloigne de simplement mettre à jour des paramètres de base comme autrefois.»

Dans les écoles, plusieurs ressources sont financées par ces mesures. «Chaque mesure a sa définition, ses paramètres et son allocation. Il y a une complexité et son allocation, puis ça nécessite de l'analyse pour avoir un budget qui va se tenir.»

La taxe scolaire est maintenant déterminée par le gouvernement du Québec. Donald Landry explique que les Centres de services scolaires reçoivent les informations reliées à cette dernière à la mi-juin, ce qui complique l'adoption en juin. «Pour nous, c'est complexe en dix jours de faire l'exercice, l'analyse, la répartition et la consultation avec les membres du conseil d'administration.»

Un budget plus près de la réalité

À ses yeux, ce report permettra d'adopter un budget plus près de la réalité et d'éviter le plus possible les ajustements en cours d'année scolaire. «De livrer un budget à la fin juin, on est plus les hypothèses et les estimations. En se donnant un peu plus de temps, ça nous permet de faire une meilleure lecture de l'année qui se termine et d'avoir un budget plus précis et réparti en fonction des réels besoins.»

«Les établissements aiment mieux avoir un budget plus fidèle un peu plus tard qu'un budget plus théorique plus tôt», croit-il.

Sur le plan légal, aucun élément n'empêche le CSSRS d'adopter son budget en août, note M. Landry. Dans les prochaines années, le CSSRS devrait continuer d'adopter son budget au mois d'août compte tenu de la conjoncture actuelle, estime-t-il. «On nous demande de transmettre la résolution concernant le budget adopté avant la fin septembre.»

Selon la Loi sur l'instruction publique, les centres de services scolaires qui n'ont pas adopté leur budget le 1^{er} juillet sont autorisés à dépenser un douzième des dépenses mensuelles de l'année précédente. «Il en est de même pour chaque mois de l'année scolaire où, le

premier jour, le budget n'est pas encore adopté», peut-on lire dans la loi.

L'été n'est pas une période de grandes dépenses pour le CSSRS, assure M. Landry.

Courrier de Portneuf

L'agrandissement de l'école du Perce-Neige est confirmé

Par Stéphane Pelletier



Le directeur de l'école du Perce-Neige Sébastien Gilbert, la présidente du conseil d'administration Isabelle Paquet, la directrice générale du CSSP Laurie L'Hérault et le député de Portneuf, Vincent Caron. (Photo : Stéphane Pelletier)

Le dossier de l'agrandissement de l'école primaire du Perce-Neige de Pont-Rouge vient de connaître un dénouement heureux. Le 13 juin, le député de Portneuf, Vincent Caron, la directrice générale du Centre de services scolaire de Portneuf (CSSP), Laurie L'Hérault, et le directeur de l'école du Perce-Neige, Sébastien Gilbert, ont conjointement annoncé que le projet allait de l'avant.

L'ouverture des soumissions pour l'agrandissement de l'École du Perce-Neige de Pont-Rouge avait lieu le 21 mai. Cette fois, cinq soumissionnaires ont répondu à l'appel d'offres. « Le projet d'agrandissement de l'école est sur la table depuis plusieurs années. Cette fois, les tarifs qu'ils nous demandent sont acceptables. Ils sont raisonnables. On a le plaisir, tous les trois, de vous dire que c'est officiel maintenant, on va agrandir votre école », a déclaré Vincent Caron en marge d'une conférence de

presse qui réunissait quelques élèves et des membres de l'école Perce-Neige.

Surpeuplement

« C'était il y a quatre ans que l'on a fait l'annonce du projet avec l'enveloppe qui a été débloquée par le Ministère. Quatre années à voir notre clientèle augmenter et être de plus en plus coincée dans le bâtiment », a souligné le directeur de l'école Perce-Neige, Sébastien Gilbert.

Cette année, son établissement compte 985 élèves et les inscriptions pour septembre laissent présager au moins 1014 élèves. « On est heureux de l'agrandissement parce que l'on sait qu'il y a un surpeuplement au niveau de l'école. On est content et l'on ne lâche pas le morceau pour l'école secondaire. Tout passe par l'éducation et nos jeunes sont importants pour nous », a laissé entendre le maire de Pont-Rouge, Mario Dupont, en réaction à l'annonce.

Troisième appel d'offres

« Les soumissionnaires présentaient, à deux occasions précédentes, des projets qui étaient tout simplement les plus chers que l'on trouvait au Québec. C'était presque le double au pied carré d'une école normale que l'on fabriquait ailleurs. Pour une troisième fois, un appel d'offres a été lancé et, cette fois-ci, on est en dessous du top que le ministère exigeait. Finalement, ce sont plusieurs millions d'économies. C'est certain qu'on aurait aimé que ça se fasse il y a deux à trois ans, mais enfin, on va pouvoir le faire et c'est le principal », a résumé le député Caron.

« C'est une grande fierté pour nous. Les bras se sont levés dans les airs. Les gens ont travaillé avec acharnement, persévérance et engagement dans ce dossier », a confié la directrice générale du CSSP sans toutefois pouvoir révéler le coût total des

travaux. Ceux-ci, ainsi que le nom de l'entrepreneur, seront dévoilés lors de la réunion du conseil d'administration ce mercredi.

Un ajout de six classes

Cependant, elle était en mesure de divulguer que le nouveau bâtiment de deux étages prendra place du côté gauche des installations actuelles. « Dans nos rêves les plus fous, c'est l'automne. On a l'autorisation, c'est ça que l'on devait attendre. Au niveau des technicités, nos ressources matérielles sont en lien avec le Ministère », a-t-elle déclaré.

« Au rez-de-chaussée, il va y avoir l'accueil, le secrétariat et les bureaux administratifs. Pour

l'instant, ils sont au deuxième étage et plus difficilement accessibles. Il va y avoir trois classes au rez-de-chaussée et à l'étage, il va y avoir trois classes supplémentaires avec une salle de bain. Il y a une nouvelle cour d'école que l'on va aménager. On est déjà à regarder comment on peut bonifier le projet. Il y a du réaménagement à l'intérieur du côté du pavillon Saint-Charles et du côté du pavillon Perce-Neige aussi. Il va y avoir un jeu de chaises musicales à l'intérieur de l'école, mais on va planifier ça dans les prochains mois. Il y a une répartition à revoir, mais c'est une capacité qui augmente de plus de 100 élèves supplémentaires », a ajouté M. Gilbert.

Le Nord-Côtier

Centre de services scolaire du Littoral : Une histoire de famille et de coeur

Par Sylvain Turcotte

Kathy Roy est débarquée à Blanc-Sablon, en pleine tempête, au début de l'année 1991, pour enseigner. Près de 35 ans plus tard, elle n'est pas prête pour la retraite, toujours animée par le métier. Son histoire illustre l'amour, la force et les particularités de se retrouver en Basse-Côte-Nord, dans les écoles du Centre de services scolaire du Littoral. Chacun et chacune à son histoire par là-bas.

Pour Kathy Roy, tout part de sa tante Germaine, la sœur de son père. Religieuse chez les Sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire de Rimouski, elle est passée par La Tabatière, Saint-Augustin et Blanc-Sablon.

« Pendant que j'étais aux études, elle me racontait ses histoires. Elle a vécu la période où on a sédentarisé les Innus », raconte l'enseignante.

Les anecdotes de sa tante lui ont donné le goût de vivre l'aventure, de partir en mission, elle aussi.

La vie d'autobus, de métro et de grandes villes a pris un tout autre chemin pour la fille de Saint-Bruno-de-Montarville, à la fin de ses études à l'UQAM. Elle a obtenu un poste à Blanc-Sablon, à l'école Mgr-Scheffer.

Un voyage en avion vers l'extrémité est de la Basse-Côte-Nord, en pleine tempête, le 2 janvier 1991.

« C'était blanc, blanc, blanc à travers les hublots quand on est atterri », se remémore-t-elle.

Même s'il y avait tempête pour ces premiers jours à Blanc-Sablon, Kathy Roy était tout emballée de pouvoir enseigner, « d'être la boss dans ma classe ». Elle avait une bonne direction d'école en Vincent Joncas, très ouvert.

Kathy Roy vivait alors dans le même bâtiment que les religieuses.

Ah ! L'amour !

En 1992, il y aura eu la rencontre de Gerry Landry, « ça a changé la donne. Je ne voulais plus partir. » Leur relation amoureuse s'est solidifiée et il y a eu un premier enfant en 1996.

Avec le temps, le couple fait l'acquisition de la vieille maison louée par le Centre de services scolaire. Il la rénove. Kathy et Gerry y vivent encore, aux abords de l'eau.

Si sa plus jeune fille est toujours aux études, à St. John's (Terre-Neuve), sa deuxième est de retour à Blanc-Sablon depuis la COVID. Elle occupe un poste de secrétariat au Centre de services scolaire du Littoral.

Kathy Roy est aussi grand-mère de la petite Rosie.

« Les racines prennent vie », souligne l'enseignante, parlant de la fierté de sa tante de voir des Roy à travers les Letemplier, Landry et autres en Basse-Côte-Nord.

Non merci !

Kathy Roy pourrait prendre sa retraite au terme de la prochaine année scolaire, après 35 ans de métier, un bref passage comme conseillère pédagogique, deux grossesses et deux ans où elle est retournée dans son coin. Mais non !

« Je ne suis pas prête à quitter l'enseignement. J'ai ça dans la peau. Je suis toujours à la recherche de perfectionnement, toujours en renouvellement », dit-elle, à 55 ans.

« J'aime travailler avec les enfants, voir leur regard, leur curiosité ! »

Il y a aussi le fait que sa petite Rosie fera son entrée à l'école qui garde Kathy Roy animée par son travail. « Je suis heureuse », s'exclame-t-elle.

L'enseignante, diplômée en littérature jeunesse, est la responsable des ateliers de lecture et d'écriture à son école. C'est une des premières écoles au Québec à avoir essayé ce programme.

Elle est enseignante de français de 3e et 4e années au primaire, dans des classes d'une douzaine d'élèves. Le défi se trouve dans le fait que le français n'est pas toujours la première langue des jeunes.

Kathy Roy a toujours senti qu'elle avait sa place à l'école Mgr-Scheffer, que ses compétences étaient reconnues. « Ça donne envie d'essayer des choses, ça nous pousse et motive ! »

Aventure, sécurité...

Il faut avoir envie de vivre une expérience unique pour s'établir sur la Basse-Côte-Nord, aux dires de Kathy Roy. Elle aurait bien pu choisir la Thaïlande ou l'Afrique, mais le lien et les histoires de sa tante Germaine ont penché dans la balance.

Il y a eu la quête d'aventure en premier, « et l'amour quand tout est beau et rose », souligne-t-elle. Elle se

plait aussi dans tout le sentiment de sécurité de vivre à Blanc-Sablon.

« Ici, pour les enfants, c'est le plein air, la sécurité, le dépaysement. On a de la beauté qui nous entoure. Il suffit d'apprécier la nature. Il y a aussi quelque chose de familial. On sent que les autres personnes veillent aussi sur nos enfants », soutient-elle.

Lors de sa première grossesse, Kathy Roy n'était pas seule enceinte. Il y avait une dizaine de futures mamans en même temps.

Elles se sont mises ensemble pour un projet de CPE. « On avait des points à défendre face à la réalité de la côte ». Elles auront réussi avec la mise sur pied du CPE Mer et Mousse.

« On crée des liens. Nos enfants ont grandi ensemble. C'est plein de beaux souvenirs entre amis », appuie-t-elle.

Il reste toutefois un peu l'ennui de ses parents. Avant de les voir récemment, Kathy Roy ne les avait pas vus depuis dix mois. Disons que Blanc-Sablon/Saint-Bruno, ce n'est pas donné pour les vols d'avion et il y a aussi la météo.

La réalité de la Basse-Côte-Nord !

Le Nord-Côtier

Le Centre de services scolaire du Littoral en mode séduction

Par Sylvain Turcotte

Le Centre de services scolaire du Littoral est en mode séduction pour recruter des personnes partageant ses valeurs pour travailler dans ses écoles, notamment à Blanc-Sablon. Capture d'écran

Le Centre de services scolaire du Littoral est en mode séduction pour recruter des personnes partageant ses valeurs. Il diffuse sur différentes plateformes des vidéos destinées à mieux faire connaître son organisation.

Ces vidéos, ce sont des témoignages et des histoires d'élèves et de membres du personnel qui contribuent à l'identité du Centre de services scolaires. Situé sur le territoire unique de la Basse-Côte-Nord et de l'Île-d'Anticosti, il relève d'une autre réalité.

Les histoires ne manquent d'ailleurs pas dans les établissements du Centre, notamment de personnes qui débarquaient en Basse-Côte-Nord que pour quelques mois et qui y seront restées plusieurs années.

« Il y a les missionnaires, ceux qui s'investissent, et il y a les mercenaires, qui y sont pour faire de l'argent », souligne son directeur général, Marc-André Masse.

80% du personnel provient de la Basse-Côte-Nord ou ont un conjoint/conjointe du coin, précise-t-il.

« Certains ont des modèles, suivant les traces de leurs parents, des histoires de familles, de génération en génération », renchérit-il.

Certains trouvent l'amour sur le territoire. « L'amour de gens ou de la région fait beaucoup à ce qu'ils restent. Chaque personne à sa propre histoire », soutient-il.

Marc-André Masse est content de voir que le projet de vidéos a enfin vu le jour, un projet qu'il caressait du temps qu'il était aux ressources humaines.

Les différentes capsules peuvent être visionnées sur YouTube (Centre de services scolaire du Littoral CSSL) ou via la page Facebook du Centre.

L'école en temps de canicule

Depuis le mois de mai, le Québec a connu des températures plus élevées que la normale. Cette semaine ne fait pas exception, alors qu'il reste quelques jours à l'année scolaire.

Frank Jr Rodi
frodj@versants.com

« C'est horrible dans les classes! Dès la deuxième journée de chaleur, nous avons l'impression, malgré les deux ventilateurs, les toiles aux fenêtres et les lumières de classe fermées, que l'air manquait. Certaines classes, en plein soleil, se transforment en saunas. C'est suffoquant », témoigne une femme qui souhaite demeurer anonyme. Elle travaille dans un établissement scolaire.

Selon elle, les élèves se plaignent, perdent patience alors que leur concentration se détériore. « Certains refusent de travailler ou en sont incapables, puisque leur cerveau est occupé à tenter de régulariser la température de leur corps », poursuit cette femme.

Pour contrer les épisodes de chaleur, une enseignante du primaire à Sainte-Julie apporte des ventilateurs de la maison, éteint les lumières quand c'est possible, ouvre les fenêtres pour un peu de vent et diminue le dioxyde de carbone. « De toute façon, je dois ouvrir mes fenêtres à longueur d'année, même en hiver. Il n'y a pas d'autres moyens mis à notre disposition. C'est difficile pour les élèves et les enseignants. Il y a davantage d'élèves qui saignent du nez, plusieurs souffrent d'allergies saisonnières. L'air climatisé se trouve uniquement dans le secrétariat de l'école et dans le bureau de la direction », raconte-t-elle.

« Les élèves sont déjà stressés par l'arrivée des évaluations ministérielles et ils savent qu'en plus, ils devront composer avec la chaleur écrasante et le bruit des ventilateurs désuets fournis par le CSSP », soutient encore cette personne, qui témoigne de façon anonyme. Elle souhaite que dans un avenir à court terme, toutes les écoles soient équipées d'un système de ventilation adapté au réchauffement climatique. « En attendant, un minimum de trois ventilateurs de qualité devraient être installés dans chaque classe. »

**« C'est suffoquant. »
- Une employée anonyme**

Des rideaux et des ventilateurs

Pour pallier les épisodes de chaleur qui se profilent de plus en plus tôt dans l'année scolaire, au mois de mai, et qui se prolongent ensuite de plus en plus tard, en septembre, le Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) évoque différentes options proposées aux écoles lors de ces situations. « Il y a des rideaux dans toutes les classes. Des ventilateurs sur pied peuvent aussi être installés. Notons que les écoles qui ont récemment été construites, ainsi que celles qui sont actuellement en construction, sont dotées d'un système permettant de tempérer l'air dans l'ensemble du bâtiment », répond l'équipe de communications du CSSP. Celle-ci souligne par le fait même que le CSSP suit aussi les recommandations d'usage de la santé publique.

« Il n'y a pas de climatisation dans notre établissement, répond une enseignante de l'école Albert-Schweitzer, à Saint-Bruno. Mais nous avons des ven-

tilateurs plafonniers et aussi sur pattes. Après, il y a les petites bouteilles d'eau à vaporiser sur les enfants. »

Point de vue des parents d'élèves

Certains parents ont répondu à la demande du journal *Les Versants*. C'est le cas du côté de Saint-Basile, où des parents confirment que leurs jeunes reviennent à la maison en soulignant la chaleur en classe.

« Je pense que c'est très chaud à l'école. J'ai deux enfants et ils se plaignent. Les adultes travaillent au bureau ou de la maison avec des climatiseurs. Pourquoi les enfants doivent-ils souffrir de la chaleur?, se demande Ievgeniia Kumanovska. En mai, en juin et maintenant en septembre, c'est plein de canicules ici! Les enfants et leurs enseignants méritent les meilleures conditions. »

Parfois, ce sont les parents qui déboursent pour aider leurs jeunes à to-

lérer les températures estivales. Une mère de famille confie qu'elle a acheté un ventilateur à prise USB que sa fille branche dans son ordinateur portable.

D'autres estiment que les enfants ne devraient pas faire de cas de ces températures avoisinant les 30° Celsius. « Si les enfants se plaignent de la chaleur en classe, c'est qu'ils sont habitués à l'air climatisé à la maison. C'est un petit problème de gens riches. »

Climatisation

L'école de la Mosaïque, à Saint-Basile, est climatisée partiellement. L'école secondaire du Mont-Bruno est dotée d'un système d'air climatisé complet. Ce sont les seules écoles du CSSP sur notre territoire, qui couvre Saint-Bruno, Saint-Basile et Sainte-Julie, dont les élèves et le personnel peuvent profiter de la climatisation. Les autres écoles sont équipées d'un système de ventilation mécanique ou d'un système de ventilation.

Décrochage et diplomation

Selon les chiffres du ministère de l'Éducation, le taux de diplomation au Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) a chuté depuis le début de la pandémie.

Alexandra Vieille
Initiative de journalisme local
avieille@versants.com

Pour l'année 2022-2023, le taux de diplomation après cinq ans est de 77 %, une chute de six points comparativement à l'année 2020-2021, qui était à 83 %. En parallèle, le taux de sorties sans diplôme a augmenté, passant de 8,7 % à 10,3 %.

Données

Toutefois, cela ne veut pas dire que ces données sont directement liées au décrochage. « Si, par exemple, des élèves quittent le système d'éducation québécois, qu'ils déménagent à l'étranger ou qu'ils prennent une année sabbatique,

ces élèves sont enlevés de la statistique, mais ça ne veut pas dire qu'ils décrochent et qu'ils ne seront pas diplômés. Ils peuvent aussi suivre un parcours différent, comme une formation professionnelle. Le taux de diplomation ou de sorties sans diplôme n'est pas directement lié au décrochage. Il y a plusieurs autres raisons qui expliquent les données », mentionne le CSSP.

Pour l'instant, les analystes du CSSP travaillent sur les données du ministère de l'Éducation. Les explications liées au taux de sorties sans diplôme et au décrochage ne seront pas dévoilées avant la fin du mois d'août.

Taux de réussite

Le taux de réussite pour les examens du ministère ont fluctué depuis la période pré-pandémique (2019). Selon les données du ministère de l'Éducation, le taux de réussite pour l'examen d'écriture en français se situait à 83,9 % en 2019. Un taux qui a perdu des plumes depuis. En 2023, il se trouvait à 77,4 %, une diminution de 6,5 points. Même chose pour le taux de réussite des examens de mathématiques de la quatrième secondaire. Il est passé de 71,1 % en 2019 à 59,8 % en 2023. On note toutefois une amélioration des résultats en sciences (73,3 % en 2019 par rapport à 78,5 % en 2023) et une stabilité relative en anglais (94,4 % en 2019 et 94,1 % en 2023).

Brigades culinaires: l'École des Pionniers atteint le top 5

STÉPHANE LAROCHE

slaroche@icimediass.ca

Une équipe de l'École secondaire des Pionniers de Trois-Rivières s'est distinguée parmi 1 500 équipes au Canada en se hissant jusqu'en cinquième position des compétitions finales des Brigades culinaires de la Tablée des chefs.

Plus de 250 écoles secondaires au Québec et 40 écoles ailleurs au pays proposent la Brigade culinaire en activité parascolaire. Les élèves qui s'y inscrivent réalisent 24 ateliers de cuisine tout au long de l'année.

La compétition s'active au printemps. Les huitièmes de finale sont disputées entre toutes les écoles de Trois-Rivières. Les quarts de finale se sont déroulés entre les équipes gagnantes des Centres de services scolaires de l'Énergie et du Chemin-du-Roy.

Les demi-finales, tenues à Québec, regroupaient les meilleurs équipes de l'Est du Québec. Au fur et à mesure que leur équipe progressait, les cinq élèves gagnaient en confiance, mais elles savaient qu'elles devaient rester concentrées sur leur objectif.

« À chaque fois qu'on remportait une étape, on se disait qu'on devait continuer à travailler fort, raconte Odélia Bombo, élève de secondaire 4. Lorsqu'on a vu qu'on se rendait jusque-là, nous avons été très fières. »

Au jour de la grande finale à l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec à Montréal, les coéquipières sont habituées à travailler ensemble, elles connaissent leurs forces respectives, mais elles ne savent toujours pas à partir de quels ingrédients elles vont devoir élaborer la recette la plus importante de tout leur parcours!

« Il y a des aliments différents, une table qui contient plusieurs aliments, plusieurs épices pour nous aider à construire notre plat avec les trois ingrédients mystères, raconte Yoëla Keren Blo, élève en secondaire 2. Heureusement, à la finale, on n'a pas eu d'ingrédients très compliqués. On n'avait que du poulet, des asperges et des oignons. On a pu élaborer une recette rapide et on l'a mise en œuvre. »

Les juges leur ont transmis des commentaires positifs.

« La présentation était top, on avait une bonne technique. »

« On avait une belle cuisson, ajoute Marie-Félix Bernier, et la propreté du comptoir. »

Il n'y a pas que le résultat dans l'assiette qui compte. La préparation, le travail, la communication font également partie des critères d'évaluation.

« Lorsqu'on travaille, il y a des caméras et des personnes qui nous suivent, explique Odélia. Au départ, on a cinq minutes où on se parle. On a trois ingrédients, on fait quoi avec? On communique, on se partage les tâches et chacune sait ce qu'elle doit faire. Une fois que l'autre a fini ses tâches, elle peut aider et on se soutient mutuellement jusqu'à la fin. »

L'enseignante et cheffe Mylène Duhaime a accompagné ces élèves, et de nombreux autres, depuis le début de l'année scolaire.

« L'école a quand même remporté deux fois le championnat canadien depuis 2018, rappelle-t-elle. Ce ne sont pas toujours des chefs qui donnent les cours dans les autres écoles. Depuis le mois de mars, deux fois par semaine, je les entraîne en vue des différents paliers de compétition. J'ai la chance de les avoir dans les cours réguliers. Donc, je les vois beaucoup plus que 24 ateliers. Ce qui est le fun avec les brigades, c'est un petit *challenge* de plus parce qu'on est capables d'augmenter les techniques, augmenter le niveau. On crée un beau lien avec les élèves aussi. »

L'année scolaire est ponctuée d'événements différents qui mettent leur talent en valeur.

« On a trois défis durant l'année. On prend le thème de la Tablée, puis on appuie un organisme. On a choisi COMSEP. Cette année, on a fait une casserole mexicaine, pratiquement 500 repas. Ensuite on a un défi culturel. Il doivent préparer un repas et un dessert pour 50 personnes. On invite les membres du personnel de l'école qui sont juges. »

Certains de ses étudiants vont participer au Combat de chefs de la relève des Délices d'automne en octobre prochain.

« Ça va être avec l'école secondaire l'Escale de Louiseville. C'est le même principe du panier surprise. Ils vont avoir une heure plus ou moins pour utiliser les produits locaux selon ce qu'ils vont avoir comme exposants

là-bas. »

Enseigner des connaissances aussi importantes est valorisant pour Mylène Duhaime qui entretient des liens privilégiés avec ses élèves pendant plusieurs années.

« C'est une bonne passion pour moi de transmettre les saines habitudes, de bien manger. Tout le monde mange, c'est quelque chose que tu vas avoir besoin toute ta vie. Aussi ben apprendre à bien le faire de façon économique. Qu'est-ce que tu peux faire avec les produits et les paniers surprises, c'est la réalité. C'est ce que tu as dans ton garde-manger. Ça développe leur autonomie super jeune, 14 ans, 15 ans. Ça développe le goût aussi. On leur donne n'importe quoi puis ils sont capables de créer quelque chose. Ça sait faire des assiettes comme des grands chefs! », conclut-elle, admirative.

Une murale conçue par les élèves de l'école Saint-Anne

MARIE-CLAUDE LESSARD

MCLESSARD@CANADAFRANCAIS.COM

PARASCOLAIRE. Dans le cadre d'un projet parascolaire visant à augmenter l'offre d'activités culturelles dans les écoles primaires, l'artiste peintre Stéphanie Fiola a réalisé de A à Z une murale intérieure avec 15 élèves de l'école Sainte-Anne, à Sainte-Anne-de-Sabrevois. L'oeuvre a officiellement été inaugurée le lundi 3 juin en présence de la directrice Karine McCaughy, de parents et de collègues.

Issus de toutes les années du primaire, soit de la maternelle à la sixième année, les artistes en herbe étaient fébriles et fiers de présenter le fruit de plus de 15 semaines d'efforts.

Stéphanie Fiola a inclus les élèves dans toutes les étapes de la réalisation de ce projet artistique parascolaire ayant pour thème *Quand la nature s'invite*.

« J'ai rencontré les élèves tous les lundis à 15h30 dès le mois de janvier. Pendant les trois premières semaines, nous avons échangé plusieurs idées, et les élèves dessinaient dans leur cahier de croquis personnel », explique-t-elle.

FIDÈLE AUX CROQUIS

Par la suite, Stéphanie Fiola a regardé tous les croquis et les a assemblés en un seul et même long dessin. Elle a regroupé des éléments qui se jumelaient bien ensemble.

« Par exemple, deux élèves ont dessiné des renards de formes et de couleurs différentes. Je les ai reproduits ensemble. Sur la murale, ils se

trouvent juste à côté de la porte de la classe des renards », précise celle qui a pris soin de tracer fidèlement les dessins des 15 enfants pour que ces derniers les reconnaissent sur la murale qui s'étale sur deux murs, l'un face à l'autre.

Les dessins de maisonnettes, de fleurs, d'un pont ou encore d'un chevreuil sont donc conformes à ce que les enfants ont imaginé, avec des lignes et des proportions imparfaites.

PEINTURE

Pendant plusieurs séances, les élèves ont peinturé les éléments qu'ils avaient initialement gribouillés dans leur cahier de croquis. Ils ont choisi les couleurs de leur choix.

« Je suis contente de l'évolution des élèves en 15 semaines. Au départ, c'était un peu plus laborieux, mais, de semaine en semaine, ils ont mieux intégré plusieurs techniques de peinture, dont la peinture au rouleau », mentionne Stéphanie Fiola, fière des enfants qui ont contribué à ce projet qui permet à des jeunes de laisser leur marque dans leur école.

Les quinze élèves qui ont pris part au projet ont apposé leur signature sur la murale afin de clore le vernissage.

Deux nouvelles formations au CFP destinées à répondre aux besoins dans la construction

Stéphane Fortier | Les 2 Rives

À partir de septembre 2024, le Centre de formation professionnelle et d'éducation des adultes de Sorel-Tracy (CFPEAST) offrira la possibilité de s'inscrire à deux nouvelles formations, répondant ainsi à l'appel au secours du domaine de la construction.

En effet, l'institution annonce le démarrage de deux cohortes de diplômés d'études professionnelles (DEP) en électricité et quatre cohortes pour l'attestation d'études professionnelles (AEP) en conduite d'engins de chantier. Ces métiers sont notamment en forte demande sur les chantiers et les formations répondent à l'offensive en formation en construction lancée par le gouvernement du Québec.

« Cela s'est avéré un défi de taille pour notre équipe de mettre en place ces nouvelles formations. Elle a dû faire preuve d'adaptabilité et d'innovation. Nous prévoyons 70 diplômés dès juin 2025 », a mentionné Patrick Cavanagh, directeur des CFPEAST.

Le directeur général du Centre de services scolaire (CSS) de Sorel-Tracy, Christian Lacourse, a rappelé que la réussite en éduca-

tion passe aussi par la formation professionnelle. « Créer deux nouveaux programmes comme ceux-là, c'est une autre façon de s'engager pour l'avenir. Le bien-être de l'élève passe par des formations de qualité. Une fois formés, ces élèves deviendront des ambassadeurs du CFPEAST », a poursuivi M. Lacourse.

Le maire de Sorel-Tracy, Patrick Péloquin, a fait remarquer que, lorsqu'il est appelé à rencontrer des investisseurs potentiels, on lui demande souvent un constat de la main-d'œuvre. « Ces deux formations, c'est un atout exceptionnel pour la région et ceux qui la suivront ne manqueront jamais de travail. Nous travaillons au retour de la construction navale à Sorel-Tracy et nous aurons besoin de personnel doté de ces formations », a assuré le maire de Sorel-Tracy.

« Il est important de valoriser la formation professionnelle. Chaque diplôme compte. Et les entreprises que nous attirons ont besoin de personnel. Ces deux formations combleront des besoins de ces métiers en manque d'effectifs », a soutenu, pour sa part, Jean-Bernard Émond, député provincial de Richelieu, qui a rappelé qu'avec la filière batterie, la filière énergie et la stratégie nationale de construction navale, la région doit être prête plus que jamais à former la relève.

En conclusion, le directeur du CFPEAST a tenu à remercier le service des ressources matérielles et de l'approvisionnement, l'ensemble du personnel du CSS de Sorel-Tracy, l'école professionnelle de Saint-Hyacinthe et le centre Pierre-Dupuy, de même que l'entreprise Gersol, filiale de Colette inc. pour leur collaboration.

Réussir la réorganisation des écoles secondaires

**DENIS
MARION**

Chroniqueur

Le Centre de services scolaires (CSS) de Sorel-Tracy s'engageait officiellement l'an dernier dans un processus de consultation pour réorganiser les écoles secondaires Bernard-Gariépy et Fernand-Lefebvre,

une réorganisation qui surviendra dès l'année scolaire 2025-2026. La décision à ce sujet sera prise le 25 juin prochain.

On a d'abord entendu parler du projet au printemps 2023, mais l'annonce officielle de la démarche ne s'est faite qu'en octobre. Lorsque la décision sera prise le 25 juin, le CSS se donnera une bonne année pour réussir le changement proposé. On ramènera les cinq années du secondaire dans chacune des deux écoles. Actuellement, l'école Bernard-Gariépy accueille les élèves de première et deuxième secondaire alors que l'école Fernand-Lefebvre est fréquentée par ceux des trois autres années, de la troisième à la cinquième secondaire.

Si le conseil d'administration du CSS va de l'avant avec le projet, les élèves de la région pourront choisir leur école en fonction des programmes qui y seront offerts. Ainsi, contrairement à ce qui était le cas avant la réorganisation précédente, en 2007-2008, ce n'est pas le lieu de résidence qui déterminera leur cheminement scolaire dans une école ou dans l'autre, mais le choix d'un des différents programmes offerts dans l'une et l'autre des écoles.

Il y a plusieurs éléments de ce projet de réorganisation qui devrait tous nous intéresser. Personne ne doute de l'importance à accorder à la qualité de l'éducation offerte aux élèves du secondaire dans notre région et de l'engagement solide de tous, tant dans les écoles qu'à l'administration du CSS, pour la réussite éducative des élèves.

Dès le début du processus qui mènera à ces changements importants, le CSS évoquait les quatre grands principes qui les guident : faciliter la continuité des apprentissages de la première à la cinquième secondaire, assurer un climat sain et sécuritaire, rendre accessible à tous les élèves l'ensemble des programmes et des ressources et augmenter le sentiment d'appartenance.

On peut regretter que le CSS n'ait pas pour habitude de communiquer largement à l'extérieur de son écosystème les orientations qu'il prend. C'est une faiblesse qu'on a assez souvent constatée par le passé, mais il semble bien que les efforts aient été faits cette fois-ci pour que soient associés aux discussions, aux consultations et aux échanges le personnel des écoles secondaires et leurs représentants, les parents et même les élèves. Des séances publiques d'information ont également été organisées pour de larges pans de partenaires internes et externes au CSS.

Les grandes lignes du projet étaient connues de tous depuis un bon moment. Il est vrai que tout n'est pas très clair quand on regarde ça de l'extérieur, mais la prochaine année sera justement l'occasion pour les autorités du CSS de clarifier la mise en œuvre de la décision du 25 juin.

En visant un environnement sain et sécuritaire pour les élèves et pour le personnel et en souhaitant augmenter le sentiment d'appartenance à l'école, qui est et doit être un milieu de vie pour les élèves et le personnel des écoles, le CSS aura à travailler à la mobilisation de tous pour atteindre ces objectifs.

Comme partout ailleurs, la gestion du changement sera exigeante et tous devront faire leur part pour réaliser cette réorganisation et surtout faire en sorte qu'elle contribue réellement à la réussite des élèves.

Communiqué (s)

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN

Les élèves du parcours profil métal font l'essai de leurs dune buggys

21 juin 2024



C'est le vendredi 31 mai dernier, au centre de formation des Bâtisseurs, qu'avait lieu le grand dévoilement des projets des élèves du profil métal.

C'est avec fierté que les jeunes ont présenté leur projet de dune buggy sur lequel ils ont travaillé pendant la dernière année scolaire. C'est en équipe qu'ils ont fabriqué le véhicule sur une période de 375 heures. De plus, ils ont eu l'immense plaisir de faire des essais extérieurs pour profiter du résultat de leurs efforts et de leur persévérance.

Les élèves, provenant de différentes écoles secondaires, ont développé différentes compétences reliées au travail de fabrication métallique : fabriquer et souder des composantes de l'habitacle, installer un moteur et sa transmission, ajuster les éléments de suspension et de direction et utiliser des équipements de fabrication métallique et de peinture automobile.

Ces élèves ont vécu une expérience d'apprentissage et de développement concrète et stimulante, et ce, tout en développant également des compétences de savoir-faire et de savoir-être.

La concrétisation de ce projet a fait naître des passions et grâce à ce type de parcours, qui alterne études et travail, les jeunes sont motivés à faire d'autres formations ou à poursuivre vers des alternatives motivantes pour eux.

Lors de la journée, ce sont des regards remplis de fierté que nous avons pu voir sur leur visage. C'est l'aboutissement d'un travail de longue haleine.

Toute l'équipe du centre de formation des Bâtisseurs et de la direction générale du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin tiennent à féliciter les élèves qui terminent leur parcours avec persévérance et fierté.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin
1925, 118e Rue
Saint-Georges Québec
Canada G5Y 7R7
🌐 www.csbe.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

Le CSSRDN célèbre les projets éducatifs de ses écoles et centres

21 juin 2024

Au Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord (CSSRDN), on a de quoi être fier! Aujourd'hui, nous lançons une vidéo qui met en lumière les projets éducatifs adoptés par nos écoles et nos centres afin de favoriser la réussite des élèves.

Qu'est-ce qu'un projet éducatif?

Un projet éducatif, c'est une carte de route qui permet à chaque école et chaque centre de formation de définir et de faire connaître, à tous les partenaires concernés par la réussite éducative, les enjeux, les orientations et les priorités d'action au sein de l'établissement, ainsi que les résultats attendus pour assurer la réussite de tous les élèves.

Toutes les étapes menant à l'adoption et à la mise en oeuvre du projet éducatif doivent se faire en concertation avec les différents acteurs concernés par l'établissement et la réussite éducative des élèves (parents, élèves, membres du personnel, représentants de la communauté).

Chaque projet est réfléchi en cohérence avec le [Plan d'engagement vers la réussite \(PEVR\)](#), lequel découle du [Plan stratégique du ministère de l'Éducation](#). Le but de cette démarche est d'offrir à tous les élèves un milieu scolaire de qualité où ils pourront apprendre et s'épanouir.

Une vidéo pour célébrer l'adoption des projets éducatifs

Cette vidéo montre à quel point nos élèves et notre équipe-école se sont investis dans cette démarche structurante pour les années à venir.

« Par cette vidéo, nous souhaitons faire découvrir et célébrer la couleur particulière qui a été donnée à chaque projet éducatif. C'est inspirant et ça montre l'engagement de tout un chacun envers la réussite des élèves, jeunes et adultes. Merci à tous ceux et celles qui ont participé à leur élaboration au cours de la dernière année », a déclaré René Brisson, directeur général du CSSRDN. « La mobilisation de tous les milieux pour mettre en oeuvre les priorités d'action de leur projet éducatif respectif est tout simplement remarquable. »

« Nous invitons la communauté, les parents et les partenaires à visionner cette vidéo, à découvrir nos projets éducatifs afin d'y contribuer chacun à sa façon en tant qu'acteur de la réussite. Ensemble, partageons cette fierté et cet engagement envers la réussite. »

[Lien vers la vidéo](#)

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord

795, rue Melançon
Saint-Jérôme Québec
Canada J7Z 4L1

🌐 www2.csrdsn.qc.ca/

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

Les élèves de l'école de la Source ont célébré la grande ouverture des jardins pédagogiques avec AgrÉcoles

21 juin 2024

Après avoir exploré l'agroalimentaire toute l'année avec le programme d'AgrÉcoles, les élèves de l'école de la Source, fiers de leurs apprentissages, ont mis leurs savoirs à la terre. Lors de cette journée de festivités, les agroélèves ont semé et implanté leurs cultures thématiques dans un bac jardin, qu'ils légèreront aux écoliers et écolières plus jeunes l'année prochaine. Cette activité a été organisée conjointement avec la fête de fin d'année, mise en place par les parents bénévoles. Élèves, enseignants, personnels de soutien et parents bénévoles ont été présents lors de cette journée phare de leur cursus d'AgrÉcoles !



Les élèves de la classe de 5e année prennent une pose afin de se féliciter pour leurs beaux semis et tous les efforts qu'ils ont mis durant l'année. Sophie Cormier-Rondeau, agroéducatrice à l'école de la Source, est présente à l'arrière-droite de la photo.

La grande ouverture des jardins

Durant toute l'année scolaire, les élèves ont bénéficié d'activités agroalimentaires menées par leur enseignante ou enseignant et leur

agroéducatrice, Mme Sophie. De la maternelle 4 ans à la 6^e année, ils ont exploré l'initiation à l'agroalimentaire, les animaux de la ferme, les légumes, les fleurs, les cultures ancestrales, les aromates, les céréales et les aliments d'ailleurs. Ils ont réalisé la transformation alimentaire, ont goûté des aliments locaux, ont découvert des métiers agroalimentaires et ont été sensibilisés à la protection de l'environnement. Le printemps a marqué le temps des semis et les implantations au jardin, une occasion de redonner aux agroélèves qui suivront en septembre. Ce legs à la prochaine classe a également été un moment où chaque enfant a été invité à faire une rétrospective sur l'année qu'il a vécue et à cristalliser ses précieux souvenirs agroalimentaires. C'est avec une grande fierté qu'AgrÉcoles les a accompagnés dans cette démarche riche de sens.



Les élèves de la classe de 5^e année ont semé de l'avoine et du blé selon la thématique qu'ils ont vue tout au long de l'année, soit «Les céréales».

Un événement festif très attendu

Grâce au dévouement exceptionnel de toute la communauté qui gravite autour des enfants (parents bénévoles, enseignantes, membres du personnel scolaire et partenaires) ainsi que des élèves eux-mêmes, cette journée a été un événement festif attendu par tous ! En effet, non seulement les agroélèves ont vécu leur dernière activité de l'année liée à l'agroalimentaire, mais une multitude d'activités de loisir étaient également au rendez-vous cette journée-là.

À propos d'AgrÉcoles

AgrÉcoles est un organisme à but non lucratif fondé en 2019, ayant son siège social à St-Maurice, qui accompagne 27 écoles dans 6 régions administratives du Québec. Sa mission est d'intégrer de manière innovante et durable l'agroalimentaire à la vie scolaire, de façon à stimuler chez les élèves l'exploration et la compréhension de leur environnement, l'adoption de saines habitudes de vie et, comme futurs citoyens, l'engagement dans la promotion de la société et de l'environnement.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de l'Énergie

2072, rue Gignac case postale 580

Shawinigan Québec

Canada G9N 6V7

🌐 cssenergie.gouv.qc.ca/

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES
Remise de Chaises des générations

21 juin 2024

Le Programme d'arts visuels (PAV) de l'école secondaire Jeanne-Mance remet une Chaise des générations au Centre de services scolaire des Chênes ainsi qu'à la MRC de Drummond



M. Lucien Maltais, directeur général, Mme Line Fréchette, préfète de la MRC de Drummond, Mme Christine Labelle, directrice générale de la MRC de Drummond, Mme Valérie Bourret et Dre Caroline Bissonnette-Roy, du mouvement Mères au front - MRC de Drummond, M. Vincent Cabal, directeur de l'école Jeanne-Mance, Mme Émilie Cheeney, directrice adjointe de l'école Jeanne-Mance, Mme Chantal Laprade, coordonnatrice du PAV ainsi que le comité d'élèves ayant orchestré la création des Chaises des générations.

Accompagné.e.s des représentantes du mouvement citoyen Mères au front - MRC de Drummond et de la coordonnatrice de leur programme particulier, les élèves de 2e secondaire du PAV ont fièrement remis ce lundi 10 juin lors de leur vernissage annuel, une Chaise des générations au Centre de services scolaire des Chênes ainsi qu'une autre à la MRC de Drummond.

Qu'est-ce qu'une Chaise des générations?

La *Chaise des générations* incarne la revendication phare de l'organisation Mères au front à l'égard des différents ordres de gouvernement. Le mouvement citoyen demande que toutes les décisions passent le crible de leurs impacts sur l'environnement afin de protéger l'avenir des enfants.

Depuis la mise en place de cette démarche, plus de quatre-vingts organisations publiques québécoises ont reçu une *Chaise*.

« L'objectif de la *Chaise des générations* est de rappeler aux élus que le futur des enfants se dessine à travers les décisions prises aujourd'hui. Le projet permet aux jeunes qui la fabriquent d'exprimer leur potentiel créatif et d'influencer les décisions et les actions des adultes en faveur d'un avenir durable », a précisé lors de l'événement l'une des porte-paroles de Mères au front - MRC de Drummond, Mme Valérie Bourret, qui a contribué à la mise en œuvre du projet dans la région en compagnie d'une autre membre du mouvement citoyen, Dre Caroline Bissonnette-Roy.

Un geste symbolique inspirant

« En tant qu'enseignante en arts plastiques, j'ai eu le plaisir de vivre avec mes élèves de 2e secondaire du PAV, une grande aventure créative! Ce sont 56 jeunes de notre école qui se sont joints à ce grand mouvement des *Chaises des Générations*. Je tiens tout particulièrement à souligner l'engagement exceptionnel d'un comité restreint d'élèves (mes petites abeilles) qui a travaillé très fort en dehors des heures de classe, pour mener à terme ce projet. » - Mme Chantal Laprade, coordonnatrice du PAV à l'école Jeanne-Mance

La démarche artistique, expliquée par les élèves impliquées dans le comité

- **Concept général de la Chaise** : « Notre *Chaise des Générations* a pour symbolique l'arche de la biodiversité. Notre sculpture représente la fragilité des écosystèmes, entre autres, les animaux en voie de disparition. Grâce à notre création collective, nous souhaitons également avoir un impact sur notre futur et celui des générations suivantes. » - Mme Coralie Joubert, élève du PAV et membre du comité
- **Matériaux utilisés** : « Pour construire notre *Chaise des Générations*, nous avons utilisé beaucoup de matériaux recyclés comme des

cartons, des matières plastiques, des pierres, du tissu, etc. Aussi, nos tissus recyclés ont été tressés, comme symbole de notre union dans ce projet collectif. » - Mme Anouk Paquette, élève du PAV et membre du comité

- **Représentation de la faune** : « Les animaux de notre arche de la biodiversité sont fabriqués d'argiles diverses et sont des espèces du Québec. Par exemple, on y retrouve la tortue des bois, qui fait partie des espèces menacées, tout comme plusieurs autres espèces. Alors, protégeons-les pour notre Québec du futur. » - Mme Élisabeth Malenfant, élève du PAV et membre du comité
- **Représentation de la flore** : « Tous les végétaux représentés dans notre œuvre proviennent du Québec. Ils ont été fabriqués et gravés (cartogravure) par tous les élèves du programme d'arts. Aussi, un message portant sur notre vision de l'environnement et de notre futur a été composé par chacun des jeunes artistes, à l'endos de chacune de ces gravures. » - Mmes Zoé Laplante et Mahéva Larrivée, élèves du PAV et membres du comité

M. Lucien Maltais, directeur général du Centre de services scolaire des Chênes, ainsi que Mme Line Fréchette, préfète de la MRC de Drummond, ont accueilli avec reconnaissance leur don respectif, au nom de leur organisation.

Voici un extrait des témoignages qu'ils ont adressé aux élèves.

« Le Centre de services scolaire des Chênes est fier d'accueillir cette Chaise des générations qui a été conçue avec conviction par ses élèves du PAV de l'école Jeanne-Mance. Elle sera exposée à notre centre administratif, plus précisément dans la salle où le conseil d'administration et les cadres se réunissent pour prendre des décisions importantes concernant l'organisation et ses élèves. Sa présence nous rappellera encore davantage l'importance de garder à l'esprit l'avenir de nos élèves et des prochaines générations, dans l'ensemble de nos décisions. »

- M. Lucien Maltais, directeur général du Centre de services scolaire des Chênes

« Vos œuvres sont une source d'inspiration, un témoignage de votre créativité et de votre engagement envers votre communauté. Cette initiative revêt une grande importance pour nous tous et toutes et nous vous disons merci! Je peux vous assurer que nous sommes extrêmement fiers de recevoir cette Chaise des générations et qu'elle occupera une place de choix dans la salle du conseil de la MRC de Drummond. Elle nous rappellera l'importance de prendre en considération l'impact de nos décisions sur vous, les jeunes. Elle nous incitera à rendre nos milieux de vie plus humains, plus respectueux de l'environnement et plus résilients. »

- Mme Line Fréchette, préfète de la MRC de Drummond

Rappelons qu'en mai dernier, les élèves de 5e secondaire du Programme GARAF de l'école Jean-Raimbault ont quant à eux remis une *Chaise des générations* à la Ville de Drummondville.

Le Centre de services scolaire des Chênes tient à saluer l'engagement de ses élèves et des membres de son personnel dans cette démarche artistique porteuse de sens et d'espoir.

Pour plus d'information



Centre de Services Scolaire des Chênes

457, rue des Écoles
Drummondville Québec
Canada J2B 6X1

🌐 www.csdeschenes.qc.ca

MÉDAILLES DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

LE CSSVT SOULIGNE LES RÉALISATIONS DE QUATRE ÉLÈVES

Beauharnois, le jeudi 13 juin 2024 – Le 11 mai dernier, quatre élèves du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CSSVT) ont reçu la médaille du lieutenant-gouverneur dans la catégorie jeunesse. Cette distinction prestigieuse reconnaît l’engagement bénévole, la détermination et le dépassement de soi des candidat(e)s qui ont exercé une influence positive dans un groupe.

Une reconnaissance bien méritée pour des élèves de chez nous

Alexandra Poirier-Briand | Élève au Centre de formation professionnelle du Suroît, Alexandra s’est démarquée par sa persévérance et son engagement dans le programme d’études Horticulture et jardinerie. Toujours prête à aider, elle a su mobiliser les autres par son implication et ses suggestions, tout en démontrant que rien n’est impossible pour ceux qui s’investissent pleinement dans leur réussite.

Antoine Hurteau | Élève à l’école de la Baie-Saint-François, Antoine a démontré un engagement inébranlable envers la vie étudiante. Impliqué au sein de différents comités, il s’est acquitté de ses engagements avec fiabilité et respect envers ses camarades et les membres du personnel.

Marc-Olivier Duchaine | Élève au Centre de formation professionnelle du Suroît, Marc-Olivier s’est distingué par son parcours académique teinté de persévérance et d’engagement dans le programme d’études de Soudage-montage. Son soutien apporté aux autres élèves et son attitude positive ont été une source d’inspiration pour tous.

Olivier Montpetit | Élève à l’école secondaire des Patriotes-de-Beauharnois, Olivier a eu un impact significatif sur son entourage et ses camarades de classe. Il a su encourager d’autres élèves à se dépasser, en jouant un rôle de modèle, comme il le fait pour sa famille. Il est poli, respectueux, calme, cultivé et passionné par tout ce qui l’entoure.

« En tant que directrice générale, je suis honorée de compter des élèves aussi dévoués et passionnés dans nos milieux d’enseignement. Ces accomplissements reflètent non seulement le talent et la ténacité, mais aussi les valeurs d’excellence et de persévérance que nous encourageons au sein de notre communauté scolaire : la bienveillance, le courage, la collaboration et la confiance. Je félicite ces jeunes pour cette médaille obtenue des mains de la lieutenante-gouverneure du Québec, madame Manon Jeannotte », souligne Suzie Vranderick, directrice générale du CSSVT.

- 30 -

À propos du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands | Le Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CSSVT) dessert une population plus de 90 000 personnes qui habitent un vaste territoire situé à l’extrémité ouest de la Montérégie. Il dispense des services éducatifs à près de 11 000 élèves, jeunes et adultes. Il emploie plus de 2 000 personnes réparties dans plus de 30 écoles et centres, leurs points de service et un centre administratif. Son budget annuel approche 155 M\$. Il assure au sein de sa communauté la promotion des

valeurs de bienveillance, de collaboration, de confiance et de courage. Il partage une vision avec sa communauté scolaire dont les artisans tissent des liens forts et ont un but commun : accroître la réussite et développer le plein potentiel de chaque élève, jeune ou adulte. Il s'est de plus inscrit, avec l'adoption de son Plan d'engagement vers la réussite, dans une démarche d'amélioration continue dans l'ensemble de ses sphères d'activité.

Source:

Services du secrétariat général et des communications

communications@cssvt.gouv.qc.ca | 450 225-2788, poste 6406

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
Inauguration du banc de l'amitié à l'école du Boisé 1

21 juin 2024



C'est avec beaucoup d'enthousiasme que l'école du Boisé 1 a officiellement inauguré son banc de l'amitié le 31 mai dernier.

Le banc de l'amitié sert à combattre l'isolement et la solitude. Il envoie un message aux élèves et aux enseignants : lorsqu'un enfant s'assoit dessus, ses camarades peuvent venir le voir, discuter et l'inviter à jouer. Le banc de l'amitié encourage ainsi les élèves à veiller les uns sur les autres afin que personne ne se sente seul.

Pour cette occasion, nous avons eu le plaisir d'accueillir nos précieux partenaires : madame Virginie Martel, conseillère de la vie associative de la Caisse Desjardins de Charlesbourg, ainsi que messieurs Claude St-Jean et Gilles Baribeau du Club Optimiste du Lac St-Charles.

Nous remercions ces partenaires qui ont répondu positivement à la demande du projet de madame Geneviève Morin, enseignante de l'école. Un grand merci également à madame Émilie Taillon, directrice de l'école, qui a appuyé ce projet dès le début.

Pour plus d'information**Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries**

643, avenue du Cénacle
Québec Québec
Canada G1E 1B3
🌐 www.csdps.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES

Un technicien en éducation spécialisée remporte un prix lors du Gala d'excellence 2024 du RSEQ

21 juin 2024



Stéphane Donais, technicien en éducation spécialisée à l'école de l'Amitié, a remporté le prix de la personne ayant le plus contribué au développement de saines habitudes de vie dans son milieu lors du Gala d'excellence 2024 du RSEQ le 7 juin dernier.

Avec une passion contagieuse, Stéphane a transformé l'école en un foyer vibrant d'activités sportives. Grâce à son leadership inspirant, les élèves peuvent s'épanouir sur le plan sportif, mais aussi développer un sentiment profond d'appartenance et de bien-être. De la mobilisation des élèves les moins actifs à la création de programmes novateurs comme le cardiocerveau, Stéphane a repoussé les limites pour favoriser le succès scolaire et le bien-être global. Son dévouement qui va bien au-delà des murs de l'école rayonne dans toute la communauté et même au-delà.

Félicitations Stéphane pour cet accomplissement et pour ta contribution au rayonnement de la culture sportive en milieu scolaire!

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Patriotes

1740, rue Roberval

Saint-Bruno-de-Montarville Québec

Canada J3V 3R3

csp.ca/



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Prix Étincelle et de reconnaissance en lecture : notre personnel éducatif se démarque!

21 juin 2024



Les prix Étincelle et de reconnaissance en lecture visent à valoriser le travail des membres du réseau scolaire qui cultivent le plaisir de lire au sein de leur communauté éducative. Décernées par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), ces récompenses soulignent l'influence positive qu'elles ont auprès de leurs collègues ainsi que leur contribution à la réussite des jeunes.

Au CSSDM, deux projets se sont distingués!

Nous félicitons Chantal Serpa, orthopédagogue à l'école Hélène-Boullé et responsable du projet littérature jeunesse, et Viviane Morin, bibliothécaire aux services éducatifs impliquée dans le projet « Livrooom ».

Passionnées d'offrir un accompagnement personnalisé aux élèves ainsi qu'à l'ensemble du personnel, elles ont su mettre sur pied un projet créatif alliant plaisir et éducation et se sont ainsi méritées ces distinctions bien méritées!

Pour plus de détails :

- Livrooom : [Publication du CSSDM sur Facebook](#)
- Prix Étincelle : [Site du MEQ](#)
- Prix de reconnaissance en lecture : [Site du MEQ](#)
- En savoir plus sur le Livrooom : [Lancement 2021](#)

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de Montréal

5100, rue Sherbrooke Est, local 180

Montréal Québec

Canada H1V 3R9

🌐 www.csdm.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Brigitte Assaf lauréate du prix «Une pratique remarquable»

21 juin 2024

Brigitte Assaf, enseignante à l'école spécialisée John-F.-Kennedy (Beaconsfield et LaSalle) est lauréate du prix «Une pratique remarquable» remis par le Comité québécois pour les jeunes en difficulté de comportement, lequel souligne le travail du personnel scolaire œuvrant auprès d'élèves présentant des difficultés comportementales.

Everard Jean-Baptiste, la mère de Jordan et la directrice adjointe Evelyne Gaudry ont soumis la candidature de la lauréate. Ces extraits du dossier présenté au jury témoignent de la qualité du travail de la pédagogue.

«Depuis plus de 15 ans, Brigitte Assaf œuvre en tant qu'enseignante dans une école spécialisée accueillant des élèves possédant un diagnostic de trouble du spectre de l'autisme associé à une déficience intellectuelle moyenne. La majorité des élèves qui ont croisé son chemin présentent aussi d'autres diagnostics tels qu'un trouble grave du comportement.»

«Même en pleine tempête, elle sait offrir une présence réconfortante et bienveillante à ses élèves.»

«Elle passe du temps à apprendre à les connaître, à tisser un lien de confiance, à comprendre leurs forces, leurs défis et leurs déclencheurs potentiels. C'est une femme toujours à l'écoute qui sait facilement faire ressentir à ses élèves à quel point, ils sont importants pour elle.»

«Elle reconnaît et valorise les progrès, même les plus petits, et fournit un soutien individualisé pour aider les élèves à surmonter les obstacles. Ses élèves sont toujours au cœur de ses actions et de ses décisions.»

«Une des grandes forces de Brigitte est qu'elle sait établir une communication ouverte et efficace avec les élèves, leurs familles, les autres membres du personnel et les partenaires externes provenant du milieu de la santé.»

«Depuis plusieurs années, elle agit en tant que mentore/ressource pour ses collègues. Elle sait accueillir les nouveaux membres du personnel enseignant et les stagiaires, partager ses connaissances, réfléchir avec elles et eux, les accompagner, les modéliser, etc.»

«Même si nous savons que Brigitte ne pense même pas à la reconnaissance, elle mérite ce prix, parce que, comme tout le monde, elle a 24 heures dans une journée, une famille et une vie à l'extérieur du travail, mais surtout d'autres élèves.»

Pour plus d'information



Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys

1100, boul. de la Côte-Vertu

Montréal Québec

Canada H4L 4V1

🌐 www.cssmb.gouv.qc.ca/



COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
SIR WILFRID LAURIER SCHOOL BOARD

COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

Le conseil des commissaires nomme une nouvelle directrice générale adjointe

21 juin 2024

Le conseil des commissaires de la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (CSSWL) est ravi d'annoncer la nomination de Selena Mell à titre de nouvelle directrice générale adjointe à compter du 12 août 2024. La nomination de Mme Mell a été confirmée à la suite d'une décision unanime du conseil des commissaires lors de la séance extraordinaire du conseil tenue le 5 juin 2024.



Mme Mell apporte une vaste expérience du secteur de l'éducation et des antécédents éprouvés de leadership au sein de ce même secteur. Mme Mell détient un baccalauréat ès arts et un baccalauréat en éducation avec un certificat en éducation spécialisée de l'Université Mount Allison au Nouveau-Brunswick ainsi qu'une maîtrise en enseignement de l'Université Gonzaga à Washington; elle est aussi actuellement inscrite à un programme de doctorat en éducation à l'Université William Howard Taft. Elle a occupé plusieurs postes de cadre supérieure et de haute direction tant au Canada qu'à l'international, et plus récemment à titre de directrice générale de l'éducation pour le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-Labrador. Mme Mell est originaire du Québec et diplômée de l'école secondaire régionale Laurentian à Lachute.

« Nous avons pleinement confiance que l'expertise et la vision de Mme Mell seront grandement bénéfiques à nos élèves, notre personnel et l'ensemble de la communauté de la CSSWL », a déclaré M. Paolo Galati, président de la CSSWL. « Nous croyons qu'elle sera un excellent atout pour notre commission scolaire, et nous sommes impatients de l'accueillir au sein de la famille de la CSSWL. Avec les postes de directeur général et de directrice générale adjointe désormais pourvus, nous sommes en bonne position pour assurer la stabilité et la réussite. »

Comptant plus de 2 000 membres du personnel et affichant un taux de diplomation de 88,3 %, la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier est la troisième commission scolaire anglophone en importance au Québec. Son territoire comprend les régions de Laval, des Laurentides et de

Lanaudière. Elle offre des services d'éducation préscolaire, d'enseignement primaire et secondaire, d'éducation des adultes et de formation professionnelle à plus de 14 000 élèves répartis dans 35 écoles et 4 centres. Elle offre également un service aux entreprises.

Pour plus d'information



Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

235 Montée Lesage

Rosemère Québec

Canada J7A 4Y6

🌐 www.swlauriersb.qc.ca



PROGRAMME KINGA

Plusieurs écoles récompensées par la CNESST

21 juin 2024

La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) est fière de dévoiler les écoles gagnantes de la troisième édition du concours organisé dans le cadre de son programme Kinga, prévention jeunesse.

Sur le plan national, cinq écoles préscolaires et primaires et cinq écoles secondaires ont reçu chacune un prix de 10 000 \$. La CNESST a également remis 36 prix d'une valeur de 2 500 \$ dans des établissements d'enseignement primaire et secondaire de chaque région du Québec.

Ce soutien financier pourra permettre l'organisation d'activités pédagogiques à des fins de prévention et de promotion des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

Les dix écoles gagnantes du concours national

Volet primaire

- École Moisson-d'Arts, la Chanterelle, Notre-Dame-du-Sourire et Riou | L'Isle-Verte, Bas-Saint-Laurent
- École Roy et Joly | Rivière-du-Loup, Bas-Saint-Laurent
- École primaire des Brise-Vent | Saint-Thomas, Lanaudière
- École primaire Sainte-Anne | Saint-Cuthbert, Lanaudière
- École Belle-Vallée | Sainte-Ursule, Mauricie

Volet secondaire

- Centre d'éducation des adultes de la Passerelle | Amos, Abitibi-Témiscamingue
- École secondaire La Camaradière | Québec, Capitale-Nationale
- École Antoine-Roy, Gaspé, Gaspésie
- Polyvalente Saint-Joseph | Mont-Laurier, Laurentides
- École Horizon Jeunesse | Laval, Laval

Une belle réussite

Au total, la CNESST a soutenu la réalisation de 3 048 projets pour l'année scolaire 2023-2024, soit 2 738 provenant d'écoles préscolaires ou primaires et 310 provenant d'écoles secondaires. Il s'agit d'une hausse de plus de 1 000 activités par rapport à l'année précédente. D'ailleurs, plus de 66 543 jeunes, répartis au sein de 696 écoles, ont participé aux activités.

Les enseignantes et enseignants ont reçu une aide financière de 500 \$ par projet pour les soutenir dans la réalisation des projets pédagogiques du programme Kinga, prévention jeunesse.

Le programme Kinga, c'est quoi?

Pour faire de la prévention une valeur partagée par tous les Québécois et toutes les Québécoises, il est important d'amener les jeunes à adopter des comportements sécuritaires dès leur entrée à l'école. Pour ce faire, la CNESST a élaboré le programme Kinga, prévention jeunesse. Ce programme éducatif s'adresse à l'ensemble des élèves du Québec, de la maternelle à la fin du secondaire, et leur permet d'apprendre tout en s'amusant! Grâce à des activités pédagogiques clés en main, le programme vise à sensibiliser les jeunes à des valeurs sous-jacentes aux lois appliquées par la CNESST et à favoriser le développement de connaissances et de compétences personnelles et sociales.

Liens utiles

Pour en savoir plus sur le programme Kinga, prévention jeunesse : [CNESST | Kinga primaire](#) et [CNESST | Kinga secondaire](#)

Citations

« Le développement d'une culture de prévention durable au Québec repose en partie sur les actions posées collectivement pour sensibiliser, informer et outiller les jeunes en matière de normes, d'équité, de santé et de sécurité du travail. C'est dans cette optique que le programme a été créé. Ces prix permettront l'apprentissage ludique de valeurs promouvant la santé et la sécurité au travail qui suivront les élèves tout au long de leur vie. La prévention est essentielle afin qu'ils deviennent des travailleuses et travailleurs conscientisés. »

- Jean Boulet, ministre du Travail et ministre responsable de la région de la Mauricie, de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec

« Je suis fier de constater que le programme Kinga connaît autant de succès. En matière de prévention, il importe d'intervenir dès le plus jeune âge. C'est dans cet esprit que la CNESST a conçu des contenus pédagogiques destinés aux jeunes en milieu scolaire. Je tiens à remercier et à féliciter les élèves ainsi que le corps enseignant de toutes les écoles qui y ont pris part, et tout spécialement ceux des dix écoles gagnantes du concours. »

- Bruno Labrecque, président-directeur général par intérim de la CNESST

Pour plus d'information

SITUATION AU CENTRE POLYMÉTIER

Rouyn-Noranda 18 juin 2024 - À la suite de l'article publié dans Radio-Canada Abitibi-Témiscamingue ce matin, le Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda (CSSRN) tient à apporter certaines précisions en lien avec la situation décrite.

L'article publié ne reflète pas la réalité autant au niveau des gestes posés par l'équipe de la direction qu'à l'égard de la précision des propos allégués qui n'avaient pas été portés à notre attention et que nous jugeons aussi inacceptables.

Tout d'abord, le CSSRN veut rappeler que la sécurité de tous ses élèves et de son personnel est une priorité et que chaque plainte est prise au sérieux par ses intervenants.

Voici certaines actions qui ont été posées (ne relevant pas du caractère confidentiel) dans cette situation :

- dès la réception de la plainte en mars, le CSS a agi avec diligence; la même plainte a été portée à différentes instances;
- le suivi et le traitement de la plainte ont été effectués par l'équipe de direction du centre Polymétier;
- la direction a mis en place un plan d'action pour traiter la situation;
- la direction a utilisé une gradation des sanctions, allant de l'avertissement à la suspension temporaire ou définitive;
- le centre Polymétier applique ses sanctions disciplinaires, incluant la suspension définitive (ce qui a déjà été appliqué), et ce, sans tenir compte du mode de financement de la formation professionnelle;
- la direction a effectué un suivi auprès du personnel enseignant afin de s'assurer de l'efficacité du plan mis en place;
- selon les intervenants, l'élève au centre de la situation s'est conformé au plan d'action mis en place par la direction (cet élève ne fréquentant plus le centre depuis un certain temps déjà);
- la direction est intervenue en classe pour rétablir un climat de classe sain et favorable aux apprentissages;
- dans la mise à jour de son plan de lutte pour contrer l'intimidation et la violence, un sondage anonyme a été administré auprès de tous les élèves du centre pour dresser un portrait de la situation de la violence au sein de l'établissement et mettre en place les actions nécessaires pour assurer la sécurité des élèves;
- un processus de dénonciation confidentiel a été mis en place pour permettre aux élèves de dénoncer des paroles ou gestes inappropriés directement auprès de la direction (aucun nouvel élément n'a été rapporté à la direction);
- des mesures d'aide et de soutien ont été offertes aux élèves afin de les rassurer : services psychosociaux, médiation et policier scolaire;
- dans son processus d'admission, le centre Polymétier est soucieux de respecter les droits de la personne;

- lors des suivis effectués par la direction, à différentes étapes, des élèves se sont dits satisfaits des diverses interventions et du traitement de la plainte.

En date d'aujourd'hui, le personnel impliqué dans la situation nous mentionne n'avoir jamais craint d'intervenir en classe et a constaté l'efficacité du plan d'action déployé dès le mois de mars.

Nous tenons à rappeler à l'ensemble de nos élèves ainsi qu'à leurs parents de ne pas hésiter à dénoncer toute situation de violence ou d'intimidation et à se référer, au besoin, à notre processus de plainte : <https://www.cssrn.gouv.qc.ca/plaintes>.

– 30 –



Source :

Karine Lacombe

Agente de développement – secteur des communications



Plus de 800 000 \$ pour former des travailleuses et travailleurs en mécanique d'autobus électrique

NOUVELLES FOURNIES PAR

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale →

20 juin, 2024, 14:20 ET

MIRABEL, QC, le 20 juin 2024 /CNW/ - La députée des Plaines, Lucie Lecours, est fière d'annoncer, au nom de la ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord, Kateri Champagne Jourdain, un investissement de 814 027 \$ visant à permettre notamment à des entreprises des Laurentides de rehausser les compétences de leurs travailleuses et travailleurs grâce une formation de mécaniciennes et mécaniciens en autobus électriques.

Au total, cet investissement contribuera à accroître les compétences de 140 travailleuses et travailleurs d'ici l'été 2025. Les travailleurs seront rémunérés durant leur formation théorique et pratique de 54 heures, soit 24 heures de mise à niveau en électricité et 30 heures de formation en mécanique d'autobus électrique.

Une bonne concertation du milieu

Cette annonce est le résultat d'une étroite collaboration entre des entreprises locales, le Centre de formation du transport routier de Saint-Jérôme, situé à Mirabel, et Camo-Route, le comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier. Jusqu'à maintenant, 32 entreprises de différentes régions du Québec ont manifesté leur intérêt à former plusieurs de leurs travailleuses et travailleurs dans le cadre de cette formation.

Cette formation répond à des besoins concrets des entreprises de la région qui rencontrent souvent des

difficultés de recrutement pour cette profession. Les entreprises intéressées sont invitées à communiquer avec Camo-Route ou le Centre de formation du transport routier de Saint-Jérôme.

Citations

« Je suis très fière d'annoncer plus de 800 000 \$ pour soutenir des entreprises d'ici à augmenter les compétences de leurs travailleurs. La formation dans le secteur de la mécanique électrique de véhicules lourds répond à ces besoins concrets en offrant aux mécaniciennes et aux mécaniciens les compétences nécessaires pour travailler à cette transition électrique. »

Lucie Lecours, députée des Plaines et présidente de la Commission des relations avec les citoyens

« Le développement des compétences est un levier crucial pour répondre aux besoins du marché du travail. La formation permet aux travailleurs de s'adapter à l'évolution des pratiques et aux entreprises d'assurer leur croissance. J'ai le plaisir de soutenir ce projet de formation en mécanique d'autobus électriques, qui, par ailleurs, s'inscrit dans notre vision de développement d'une économie durable et innovante. »

Kateri Champagne Jourdain, ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord

« Pour atteindre les cibles que nous nous sommes fixées, il est essentiel d'abandonner les énergies fossiles au profit de l'énergie propre. Je salue ce projet de formation, qui s'avère une excellente nouvelle pour les entreprises de la région des Laurentides qui souhaitent s'adapter et s'outiller face à une demande grandissante dans le secteur. C'est ensemble qu'il faut innover et faire évoluer nos pratiques pour réussir une transition vers un Québec plus résilient et sobre en carbone! »

Benoit Charette, ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et ministre responsable de la région des Laurentides

« Bien que positives, la transformation technologique et la transition verte affectent directement le marché du travail, où entreprises et partenaires doivent réagir rapidement et être innovants face à ces changements qui ont un impact sur les métiers et les formations. Les entreprises du transport routier de personnes vivent déjà cette nouvelle réalité, notamment par l'électrification des autobus scolaires et l'acquisition de nouvelles compétences pour les mécaniciens et mécaniciennes de véhicules lourds



routiers. Pour ce faire, le développement des compétences de ces travailleurs et travailleuses est d'autant plus prioritaire afin de doter les entreprises d'une main-d'œuvre outillée et capable d'amorcer ces changements adéquatement. »

Chloé Saint-Amand, directrice générale, Camo-Route

« En éducation, nous nous assurons d'être au premier plan des avancements technologiques pour garantir la mise à jour des compétences des professionnels de l'industrie. »

Patrick Blanchette, directeur du Centre de formation du transport routier de Saint-Jérôme

Faits saillants

- À noter que le Centre de formation professionnelle Lac-Abitibi offre également la formation.
- Rappelons qu'il est indiqué dans le Plan pour une économie verte que le gouvernement du Québec souhaite que 65 % des autobus scolaires soient électriques.
- L'industrie du transport routier de personnes et de marchandises représente 28 000 entreprises et près de 100 000 travailleuses et travailleurs au Québec.
- Le financement est accordé dans le cadre du programme Ambition-Compétences, de la Commission des partenaires du marché du travail, qui permet d'appuyer le développement des compétences et la requalification. Il vise à créer, adapter et diffuser des formations liées aux transformations numériques des entreprises ou à la transition verte du marché du travail.

Pour en savoir plus sur les activités du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, suivez-le sur les médias sociaux :

[facebook.com/EmploiSolidaritesocialeQc](https://www.facebook.com/EmploiSolidaritesocialeQc)

twitter.com/messqc

[linkedin.com/messqc](https://www.linkedin.com/messqc)

SOURCE Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Sources: Émilie Savard, Attachée de presse, Cabinet de la ministre de l'Emploi et ministre responsable de



la région de la Côte-Nord, Tél. : 367 990-8473; David Marra-Hurtubise, Attaché politique, Bureau de circonscription de la députée des Plaines, Tél. : 438 828-0045; Renseignements : Relations avec les médias, Direction générale des communications Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Tél. : 418 643-9796



Des repas sains pour nos enfants English

NOUVELLES FOURNIES PAR

Cabinet du Premier ministre du Canada →

20 juin, 2024, 14:36 ET

WESTVILLE, NS, le 20 juin 2024 /CNW/ - Chaque enfant mérite d'avoir le meilleur départ qui soit dans la vie. Toutefois, aujourd'hui, trop d'enfants au Canada ne mangent pas à leur faim. De nombreuses études ont montré que les enfants apprennent mieux l'estomac plein, c'est pourquoi les programmes d'alimentation en milieu scolaire sont si importants. En effet, ils soutiennent les familles et apportent aux enfants les nutriments essentiels pour apprendre et grandir.

Dans le cadre du Budget 2024, nous veillons à ce que chaque génération ait une chance égale et un avenir en santé, et cela commence dès l'enfance.

Aujourd'hui, le premier ministre Justin Trudeau a dévoilé la Politique nationale d'alimentation scolaire, une initiative du gouvernement fédéral qui présente notre plan pour créer et mettre en œuvre le Programme national d'alimentation scolaire à l'échelle du Canada.

Le Programme national d'alimentation scolaire est doté d'un investissement de 1 milliard de dollars sur cinq ans et est inclus dans le Budget 2024. Jusqu'à 400 000 enfants de plus recevront des repas chaque année grâce à ce programme, en plus de ceux servis dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire déjà en place. Cette initiative permettra aux parents d'avoir l'esprit tranquille et aux enfants de profiter de repas sains qui les aideront à apprendre, à grandir et à connaître le meilleur départ possible dans la vie. En moyenne, dans le cas d'une famille avec deux enfants, ce programme devrait faire économiser aux parents jusqu'à 800 \$ par année en épicerie.

La nouvelle Politique établit la vision, les principes et les objectifs des programmes d'alimentation scolaire d'un océan à l'autre. De plus, elle orientera la création du Programme national d'alimentation scolaire en

collaboration avec les provinces, les territoires et les partenaires autochtones, en mettant l'accent sur l'accessibilité, la souplesse, l'inclusion, la durabilité et l'amélioration de la santé.

Le Programme national d'alimentation scolaire s'inscrit dans nos efforts visant à aider les familles et à améliorer le coût de la vie. Parmi les autres initiatives mises en place figurent notamment l'Allocation canadienne pour enfants, qui permettra aux familles de recevoir jusqu'à 7 437 dollars au cours de cette année de prestations, le Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, qui a déjà permis de réduire de moitié, en moyenne, les frais de garde des enfants en service de garde réglementé dans l'ensemble du pays, et le Régime canadien de soins dentaires, qui fera en sorte que les visites chez le dentiste coûtent moins cher pour jusqu'à 9 millions de Canadiens qui ne sont pas assurés. Les pays confiants investissent en eux-mêmes, et ces investissements favorisent la croissance et le développement de nos communautés, de nos familles et de notre économie.

Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses mesures prévues dans le Budget 2024 en vue de bâtir un Canada meilleur et plus équitable pour chaque génération. En effet, nous nous employons également à construire plus de logements, à améliorer les soins de santé et à investir dans l'innovation, pour que tous les Canadiens aient une chance équitable de réussir.

Citations

« L'équité pour chaque génération commence dès l'enfance. Appuyé par cette nouvelle politique, notre Programme national d'alimentation scolaire constitue un investissement direct dans l'avenir de nos enfants. Il permettra d'aider les familles, les parents et les enfants grâce à la distribution de repas dans les écoles, afin que nos plus jeunes puissent atteindre leur plein potentiel et qu'ils se sentent en bonne santé et heureux. »

-- Le très hon. Justin Trudeau, premier ministre du Canada

« Aujourd'hui, en raison de l'augmentation du prix de l'épicerie, les familles, en particulier les parents du millénaire et de la génération Z, ont du mal à se procurer les aliments dont leurs enfants ont besoin. Notre nouveau Programme national d'alimentation scolaire, doté d'un budget d'un milliard de dollars, aidera 400 000 enfants de plus à obtenir la nourriture dont ils ont besoin pour s'épanouir, afin que chaque enfant du Canada ait une chance équitable de mener une vie saine et agréable. »



-- L'hon. Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances

« Pour donner à chaque génération une chance équitable, nous devons nous entraider à chaque étape de la vie, et cela commence dès l'enfance. La Politique nationale d'alimentation scolaire est une feuille de route conçue pour aider les parents à faire face à l'augmentation des prix à l'épicerie et mettre davantage d'aliments sains dans l'assiette des enfants en pleine croissance. Ainsi, ils pourront se concentrer sur l'apprentissage et atteindre leur plein potentiel. »

-- L'hon. Jenna Sudds, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

« Aucun enfant ne devrait avoir l'estomac vide et aucun parent ne devrait avoir à s'inquiéter de savoir si son enfant aura faim à l'école. Nous avons donc lancé le Programme national d'alimentation scolaire pour faire en sorte que les enfants de chaque communauté soient heureux et en santé à l'école. »

-- L'hon. Sean Fraser, ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

Faits saillants



- Le Programme national d'alimentation scolaire, doté d'un milliard de dollars, prévoit des investissements qui soutiendront des programmes d'alimentation scolaire pour les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis, ainsi que pour nos partenaires des Premières Nations autonomes et celles visées par un traité moderne, dont beaucoup affichent des taux d'insécurité alimentaire parmi les plus élevés au Canada. Ces investissements favoriseront également le renforcement des capacités et la participation des partenaires autochtones à l'élaboration de solutions respectueuses de leurs cultures. Ces partenariats viseront à lutter contre l'insécurité alimentaire en proposant des solutions dirigées par les Autochtones et feront progresser notre travail vers la réconciliation.
- Les programmes d'alimentation scolaire fournissent aux enfants et aux jeunes des repas et des collations à l'école, souvent à un coût nul ou faible pour les familles participantes. La distribution de nourriture aux enfants et aux jeunes présente de nombreux avantages. Elle permet notamment de réduire la faim, d'améliorer la nutrition et les bilans de santé, de soutenir les économies locales et de réduire les dépenses liées à l'alimentation pour les familles.
- Selon les estimations de Statistique Canada, en 2022, 22,3 % des familles et plus de 2,1 millions d'enfants de moins de 18 ans au Canada ont déclaré avoir connu un certain niveau d'insécurité alimentaire au cours des 12 derniers mois.
- Afin d'offrir à chaque enfant le meilleur départ possible dans la vie, le Budget 2024 prévoit également ce qui suit :

- L'accroissement de la formation des éducatrices et éducateurs de la petite enfance. Nous investissons 10 millions de dollars sur deux ans pour former davantage d'éducateurs de la petite enfance, afin de développer les talents nécessaires à l'expansion de services de garde d'enfants abordables et de qualité.
- L'amélioration de l'accès des familles de militaires aux services de garde d'enfants. Le service militaire exige souvent des déménagements et des déploiements fréquents. Par conséquent, les services de garde d'enfants de qualité sont impératifs pour les familles de militaires. Le Budget 2024 prévoit un investissement de 100 millions de dollars sur cinq ans pour offrir aux membres des Forces armées canadiennes et à leurs familles un meilleur accès aux services de garde d'enfants sur les bases militaires de partout au Canada.
- Le lancement d'un nouveau Fonds pour la santé mentale des jeunes, afin de garantir aux jeunes générations l'accès nécessaire aux services de soutien en matière de santé mentale et de leur permettre d'entrer du bon pied dans la vie adulte. Le Budget 2024 propose un investissement de 500 millions de dollars sur cinq ans pour veiller à ce que les jeunes aient accès à des soutiens en matière de santé mentale dans leur communauté.
- La mise en place d'un avenir plus prometteur et plus prospère pour les enfants, les jeunes et les communautés des Premières Nations grâce à un nouvel investissement proposé de 1,2 milliard de dollars dans l'éducation, de la maternelle à la 12^e année, et à l'octroi de 242,7 millions de dollars afin d'améliorer l'accès aux études postsecondaires pour les étudiants des Premières Nations.
- La protection de nos enfants contre les méfaits en ligne. Le Budget 2024 propose un investissement de 7,5 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2024-2025, dans l'Agence de la santé publique du Canada. L'Agence pourra ainsi appuyer Jeunesse, J'écoute dans sa tâche consistant à fournir aux jeunes des services de santé mentale, des conseils et de l'aide en situation de crise.

Liens connexes

- [Politique nationale d'alimentation scolaire](#)
- [Programme national d'alimentation scolaire](#)
- [Nous offrons à chaque enfant le meilleur départ possible dans la vie](#)
- [Budget de 2024 : Une chance équitable pour chaque génération](#)
- [*Budget 2024 : Une chance équitable pour chaque génération*](#)



Entente acceptée aux Autobus de l'Estuaire

NOUVELLES FOURNIES PAR


CSN →

20 juin, 2024, 22:38 ET

POINTE-AUX-OUTARDES, QC, le 20 juin 2024 /CNW/ - Réunis en assemblée générale le 19 juin au soir, les membres du Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-Aux-Outardes-CSN ont adopté à 90 %, par voie de scrutin secret, l'entente de principe récemment intervenue avec leur employeur.

« D'une période de trois ans, notre nouveau contrat de travail fait passer notre taux horaire actuel de 20,24 \$ l'heure à 22,00 \$ rétroactivement au 1^{er} juillet 2022 puis à 22,50 \$ au 1^{er} juillet 2023, auquel s'ajoute un montant forfaitaire de 1000 \$ pour l'année 2024-2025. Nous avons obtenu l'équité des dix journées mobiles pour toutes et tous. Nous avons également eu une augmentation des allocations de dépenses journalières et davantage de budget pour nos libérations syndicales. Les membres sont donc satisfaits de leur nouveau contrat de travail », souligne Mario Ouellet, président du syndicat.

« Je salue le courage, la détermination et la lutte exemplaires des membres dans un contexte de négociation très difficile. Ce n'est jamais simple ni facile de faire face à un employeur qui lance des menaces de lock-out en pleine table de négociation. Vu le contexte, il est clair que les membres sont allés chercher le maximum qu'ils pouvaient obtenir », conclut Guillaume Tremblay, président du Conseil central de la Côte-Nord-CSN.

« Il y a quelque chose de brisé dans les négociations avec les grosses entreprises du transport scolaire. Celles-ci peuvent être des championnes des bris de service liés aux arrêts de travail. C'est le cas de Sogesco, qui perturbe le service aux parents et à leurs enfants, alors qu'elle continue d'obtenir des contrats des centres de services scolaire. La lutte de ces femmes et de ces hommes pour un salaire décent est noble et nous sommes très fiers d'avoir été à leurs côtés. Nous le resterons pour les combats à venir », ajoute Josée Dubé, vice-présidente de la Fédération des employées et employés de services publics-CSN (FEESP-CSN). 

À propos

Le syndicat regroupe 17 membres travaillant pour les Autobus de l'Estuaire inc. La FEESP-CSN compte plus de 425 syndicats affiliés représentant 65 000 membres œuvrant dans le domaine des services publics et parapublics. Le Conseil central Côte-Nord-CSN regroupe plus de 50 syndicats et 5500 membres sur tout le territoire de la région.

Fondée en 1921, la CSN est une organisation syndicale qui œuvre pour une société solidaire, démocratique, juste, équitable et durable. À ce titre, elle s'engage dans plusieurs débats qui intéressent la société québécoise. Elle regroupe plus de 330 000 travailleuses et travailleurs réunis sur une base sectorielle ou professionnelle dans huit fédérations, ainsi que sur une base régionale dans 13 conseils centraux, principalement sur le territoire du Québec.

SOURCE CSN

Renseignements: Martin Petit, Service des communications de la CSN, 514 894-1326,
martin.petit@csn.qc.ca





MIRABEL

Acquisition des terrains dans le secteur de Saint-Canut où il est envisagé de construire deux écoles

21 juin 2024

La Ville de Mirabel tient à informer la population que le conseil municipal a résolu en mai dernier d'acquérir les terrains appartenant à l'entreprise 6168191 Canada Ltée, en bordure du chemin Saint-Simon, où il est souhaité d'y construire une école primaire et une école secondaire.

D'une superficie de 205 490,4 mètres carrés, les terrains visés abritent entre autres le Camping Donald, dans le secteur de Saint-Canut. La superficie nécessaire à la construction projetée des deux écoles est d'environ 70 000 mètres carrés, qui sera cédée, sous réserves des autorisations ministérielles requises, au Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord (CSSRDN), comme l'exige la loi. La Ville souhaite acquérir le reste des mètres carrés à des fins de réserves foncières. Il importe de préciser que les usagers du camping pourront pleinement profiter de leurs installations pendant toute la saison estivale 2024, puisque celle-ci n'est aucunement compromise.

Bien que la Ville soit consciente des incon vénients occasionnés par l'éventuelle fermeture du Camping Donald, ces acquisitions s'inscrivent dans un projet plus vaste qui correspond avec la planification stratégique de la Ville. En effet, Mirabel se doit de répondre aux besoins des générations actuelles et futures, de planifier un milieu de vie harmonisé qui répond aux besoins diversifiés par des projets innovants, axés sur l'environnement et la qualité de vie. L'emplacement géographique de ces terrains est tout indiqué pour accueillir de nouvelles écoles.

Le Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord souhaite depuis un moment déjà faire bâtir deux écoles dans le secteur de Saint-Canut pour répondre aux besoins grandissants des résidents du secteur et attendait l'identification d'un terrain ou d'un ensemble de terrains par la Ville pour ce faire.

Ces nouvelles infrastructures visent à permettre à un grand nombre d'élèves de s'y rendre à pied. Les aménagements seront donc prévus pour favoriser la mobilité active et sécuritaire des élèves, mais aussi des impacts minimes sur la circulation routière.

À l'instar des autres écoles dans la Ville, il est également prévu que des ententes soient signées pour permettre aux citoyens de pouvoir bénéficier des infrastructures sportives en dehors des heures scolaires.

L'école primaire pourra accueillir un peu plus de 600 élèves alors que l'école secondaire pourra recevoir environ 1200 élèves.

Pour plus d'information



Ville de Mirabel

14111, rue Saint-Jean

Mirabel Québec

Canada J7J 1Y3

📍 www.ville.mirabel.qc.ca